

Performance des petits projets de l'IPAF

Étude sur dossier

Analyse de la performance des petits projets financés en 2011 par l'intermédiaire du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones



Table des matières

Résumé	3
Historique	5
Introduction	8
Niveau 1: Effets	9
Performance	10
Bien-être des peuples autochtones	11
Facteurs fondamentaux	14
Niveau 2: Produits	17
Vue d'ensemble des produits	17
Réussites exemplaires	21
Des paysans tribaux remettent en culture des paysages dénudés en Inde	21
Initiative for Living Community Action: comment des vidéos peuvent se transformer en une action contre le changement climatique	23
Appendice	25
Enquête de satisfaction auprès des organisations qui exécutent des projets du troisième cycle de l'IPAF avec l'appui des trois bénéficiaires régionaux	25
Liste des projets financés par l'IPAF en 2011	34

Sigles et acronymes

APR	Région Asie et Pacifique
CMR	Cadre de mesure des résultats
FIMI	<i>Foro Internacional de Mujeres Indígenas (Forum international des femmes autochtones)</i>
HRBA	Approche axée sur les droits humains
ILCA	Initiative for Living Community Action (Initiative pour une action communautaire vivante)
IPAF	Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones
LAC	Région Amérique latine et Caraïbes
MPIDO	<i>Organisation de développement intégré des pasteurs de Mainyoto</i>
ONG	Organisation non gouvernementale
S&E	Suivi & évaluation
TINA	“Il n’y a pas d’alternative”

Résumé

Le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF), mis en place par le FIDA, a pour objectif de renforcer les communautés de populations autochtones et leurs organisations par le financement de petits projets qui favorisent leur développement autonome dans le cadre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, pour en tirer des enseignements et définir des approches en vue d'une reproduction et d'une application à plus grande échelle.

On trouvera dans le présent rapport une vue d'ensemble de la performance de 31 projets financés par l'IPAF dans le cadre de son cycle 2011 et achevés avant octobre 2014. Le rapport utilise, pour ses orientations méthodologiques, le Cadre de mesure des résultats (CMR) du FIDA, adapté pour tenir compte des spécificités des peuples autochtones. Les résultats sont présentés à deux niveaux: le niveau 1 évalue les effets, mesurés en termes de performance, de bien-être des peuples autochtones et de facteurs fondamentaux; le niveau 2 évalue les produits des activités (par exemple personnes formées, institutions locales créées ou renforcées, groupes d'épargne et de crédit ou superficies sur lesquelles ont été introduites des pratiques d'amélioration de la qualité de la terre).

Niveau 1: Effets

Au niveau des effets, l'évaluation a porté sur les critères suivants:

- performance, incluant l'efficacité et la pertinence;
- impact sur le bien-être des communautés autochtones, évalué sur la base de quatre domaines de résultats: amélioration des

moyens d'existence; autonomisation collective; utilisation des savoirs des peuples autochtones, de leur culture et de leur identité; et accès à la terre et gestion des ressources naturelles;

- réalisations sur le plan des facteurs fondamentaux: innovation, reproductibilité et reproduction à plus grande échelle; durabilité et appropriation; et égalité entre les sexes.

Dans l'ensemble, les résultats atteints par les petits projets sont considérables. Le pourcentage de projets obtenant une note égale ou supérieure à 4 en termes d'efficacité et de pertinence a augmenté, passant de 77% au cours des deux premiers cycles de l'IPAF à 87% au cours du troisième cycle. Un fort impact a également été réalisé en termes de bien-être des communautés de populations autochtones (de 77% au cours des deux premiers cycles de l'IPAF à 87% au cours du troisième cycle) et en termes de réalisations sur le plan des facteurs fondamentaux (de 59% à 74%).

Performance

Pertinence. Plus de 90% des projets financés par l'IPAF en 2011 se sont avérés pertinents. L'augmentation, entre le premier et le deuxième cycle de l'IPAF, du pourcentage de projets dont la pertinence a été jugée satisfaisante peut être considérée comme l'un des effets importants de la décentralisation de l'IPAF.

Efficacité. Plus de 80% des projets ont une performance plutôt satisfaisante ou mieux sur le plan de l'efficacité, ce qui témoigne de l'évolution positive des capacités opérationnelles des organisations chargées de l'exécution.

Impact sur le bien-être

Amélioration des moyens d'existence. Les petits projets ont eu un très fort impact: 86% d'entre eux obtenant une note égale ou supérieure à 4. Environ 68% des petits projets ont mis l'accent sur l'amélioration des moyens d'existence, avec des activités contribuant à la promotion de la conservation du sol et de l'eau, à l'amélioration des techniques de production animale et végétale, à la création et l'appui d'activités hors exploitation, à l'amélioration de l'accès aux marchés, à la création de services financiers ruraux et de processus participatifs dans l'élaboration des politiques et la prise de décisions.

Autonomisation collective. Au total, 85% des projets axés sur l'autonomisation collective ont été jugés plutôt satisfaisants ou mieux lorsqu'ils ont été évalués par rapport aux facteurs suivants: a) degré de sensibilisation aux droits acquis par les communautés cibles de populations autochtones aux niveaux national et international; b) présence de services de plaidoyer; et c) solidité des structures traditionnelles de gouvernement.

Savoirs traditionnels, culture et identité. Au total, 45% des petits projets ont mis l'accent sur ce domaine, et 85% d'entre eux ont obtenu une note de 4 lorsque l'évaluation a porté sur les facteurs suivants: a) efficacité de l'inclusion des techniques traditionnelles dans les processus de production, services communautaires de soins de santé et cadres généraux de gestion des catastrophes naturelles; b) création ou renforcement des institutions locales consacrées au maintien ou à la renaissance des savoirs et des systèmes culturels; et c) création d'actifs matériels et immatériels.

Accès à la terre et gestion des ressources naturelles. Au total, 32% des projets ont été axés sur ce domaine, et 90% d'entre eux ont obtenu une note égale ou supérieure à 4 lorsque l'évaluation a porté sur les deux facteurs suivants: a) possibilité de tirer parti des ressources naturelles en les gérant de la manière la plus efficace et durable possible; et b) sécurité de jouissance du sol, indispensable pour tirer pleinement parti des ressources naturelles.

Facteurs fondamentaux

Reproductibilité et reproduction à plus grande échelle. Au total, 77% des projets ont été jugés novateurs, reproductibles et appropriés à une reproduction à plus grande échelle. Environ 60% d'entre eux ont obtenu une note égale ou supérieure à 5.

Durabilité et appropriation. Plus de 70% des projets ont obtenu une note égale ou supérieure à 4, ce qui témoigne de la capacité des communautés autochtones de gérer les projets et d'en élargir ensuite les réalisations.

Égalité entre les sexes. La performance d'ensemble en matière d'intégration des questions de parité hommes-femmes a été plutôt satisfaisante, et environ un tiers des projets ont obtenu une note de 5 ou de 6.

Niveau 2: Produits

Le regroupement des produits des 31 petits projets exécutés au cours du troisième cycle de l'IPAF montre que:

- environ 30 000 personnes ont bénéficié directement des projets financés par l'intermédiaire de l'IPAF; plus de la moitié sont des femmes;
- les activités principales ont été la formation et le renforcement des capacités individuelles, suivies par la préservation des savoirs et de la culture traditionnels, le développement et le renforcement des capacités des institutions locales, et la création d'actifs physiques, d'infrastructures et d'équipements;
- plus de 21 100 personnes, dont 35% de femmes, ont reçu une formation. La formation a couvert plusieurs thèmes, parmi lesquels: sécurité de jouissance du sol, gestion des ressources naturelles, stratégies d'adaptation au changement climatique, technologies agricoles, entreprise et gestion, médecine traditionnelle, droits des peuples autochtones, programmation communautaire et alphabétisation.

Historique

C'est en juin 2006 que la Banque mondiale et le FIDA sont convenus de transférer de la Banque au FIDA le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones; ce transfert a été approuvé, en septembre de la même année, par le Conseil d'administration du FIDA. Cette approbation marquait le début du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF), qui émet des appels publics à propositions et accorde des dons de faible importance à l'appui de populations autochtones et tribales partout dans le monde.

L'IPAF a pour objectif de renforcer les communautés de populations autochtones et leurs organisations par le financement de petits projets qui favorisent leur développement autonome dans le cadre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, pour en tirer des enseignements et définir des approches en vue d'une reproduction et d'une application à plus grande échelle.

Le Mécanisme invite les organisations et les communautés des populations autochtones, ainsi que les organisations qui travaillent à leurs côtés, à solliciter des dons pour financer des projets, des approches innovantes et des partenariats visant à promouvoir le développement autonome des peuples autochtones et à les aider à remplir leurs aspirations.

Le Mécanisme octroie des petits dons, d'un montant allant de 20 000 USD à 50 000 USD pour le financement de petits projets conçus et exécutés par les communautés des populations autochtones et leurs organisations.

L'IPAF est dirigé par un conseil constitué essentiellement de membres des peuples autochtones.

Depuis 2007, le financement de l'IPAF et des activités connexes a été assuré par le FIDA, la Banque mondiale, et les gouvernements canadien, finlandais, italien et norvégien, pour un montant total de 3,57 millions d'USD.

L'IPAF a financé plus de 100 petits projets pour un montant total d'environ 2,6 millions d'USD.

En vue d'accroître l'efficacité de l'IPAF et d'autonomiser les organisations des peuples autochtones afin qu'elles participent activement aux processus institutionnels, la direction du Mécanisme a été décentralisée au niveau régional, avec l'appui de trois organisations des peuples autochtones: le *Forum international des femmes autochtones (FIMI)* en Amérique latine et dans les Caraïbes; l'*Organisation de développement intégré des pasteurs de Mainyoto (MPIDO)* en Afrique; et la *Fondation Tebtebba* en Asie. En tant que co-gestionnaires de l'IPAF, ces organisations ont pour mission:

- d'appuyer le processus d'examen technique des demandes adressées à l'IPAF;
- de faire parvenir les ressources aux organisations dont la demande est acceptée par le Conseil de l'IPAF;
- d'assurer le suivi et la supervision des projets financés par l'IPAF;
- de renforcer les liens entre les projets de l'IPAF et les programmes de pays du FIDA;
- de documenter et de diffuser les savoirs créés par l'IPAF; et
- d'appuyer la mobilisation des ressources de l'IPAF.

Les projets approuvés au titre de l'IPAF concernent les domaines suivants:

- Gestion des ressources naturelles
- Participation des peuples autochtones et tribaux à la formulation des politiques
- Amélioration des moyens d'existence des femmes autochtones
- Amélioration des moyens d'existence des peuples autochtones grâce à la renaissance des savoirs traditionnels
- Stratégie de préservation, de promotion et de protection de l'héritage linguistique et culturel
- Protection des droits de propriété intellectuelle par l'attribution de brevets (dans les domaines pharmacologique, artistique, etc.)
- Activités appropriées sur le plan culturel et viables sur le plan économique (agriculture, pêche, artisanat, etc.)
- Modèles d'ethnotourisme culturellement appropriés
- Cartographie des territoires et des cultures des peuples autochtones et tribales
- Recueil de données ventilées sur les populations autochtones et tribales
- Profils par pays des peuples autochtones et tribaux
- Stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets
- Sensibilisation à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.



Introduction

On trouvera dans le présent rapport une vue d'ensemble de la performance réalisée par les petits projets financés par le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF) en 2011 en termes de résultats et d'amélioration des conditions de vie des groupes et des communautés cibles.

Le rapport utilise, pour ses orientations méthodologiques, le Cadre de mesure des résultats (CMR) du FIDA, et adapte les suggestions du CMR aux spécificités des peuples autochtones. Les résultats sont présentés à deux niveaux:

- le **Niveau 1** évalue l'ensemble des effets nécessaires pour garantir une amélioration des conditions de vie des membres des communautés autochtones. Les effets sont mesurés en termes de performance, de bien-être des populations autochtones et de facteurs fondamentaux;
- le **Niveau 2** recense et mesure les produits immédiats des activités (par exemple personnes formées, institutions locales créées ou renforcées, groupes d'épargne et de crédit ou superficies sur lesquelles ont été introduites des pratiques d'amélioration de la qualité de la terre).

L'ensemble des indicateurs utilisés pour analyser les projets de l'IPAF a été conçu comme un cadre général d'analyse souple, combinant des hypothèses conventionnelles de réduction de la pauvreté et les spécificités des initiatives de développement à l'appui des peuples autochtones.

L'enquête analyse une base de données regroupant 31 projets financés par l'IPAF au cours de son troisième cycle, qui a débuté en 2011, et inclut des comparaisons avec les performances de l'IPAF au cours des deux premiers cycles (2007 et 2008).

Niveau 1: Effets

L'analyse des effets des projets porte sur les 31 projets achevés avant octobre 2014.

Au niveau des effets, l'évaluation a porté sur les critères suivants:

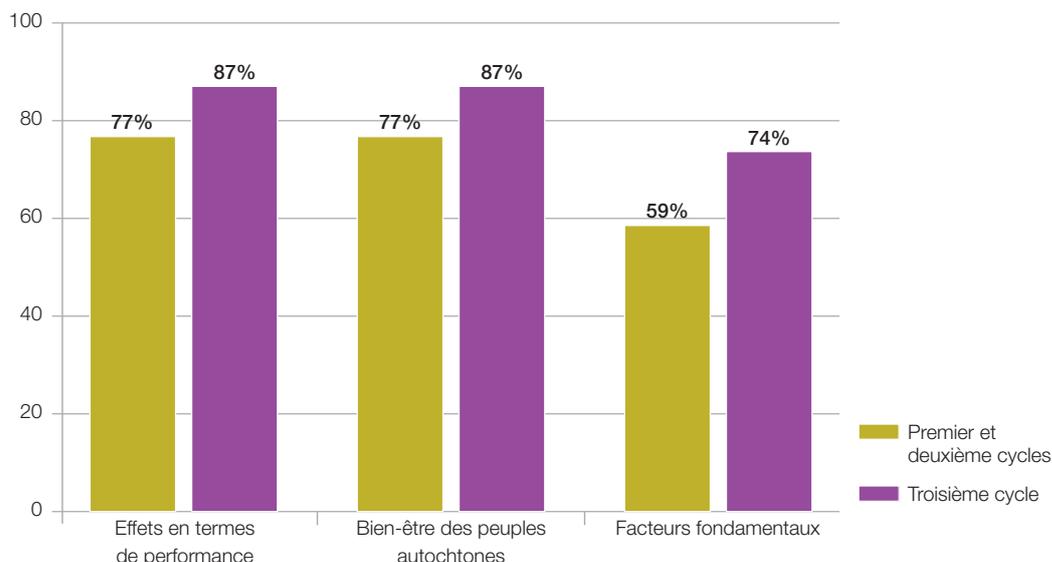
- performance, incluant l'efficacité et la pertinence;
- impact sur le bien-être des communautés autochtones, évalué sur la base de quatre domaines de résultats: amélioration des moyens d'existence; autonomisation collective; utilisation des savoirs des peuples autochtones, de leur culture et de leur identité; et accès à la terre et gestion des ressources naturelles;
- réalisations sur le plan des facteurs fondamentaux: innovation, reproductibilité et reproduction à plus

grande échelle; durabilité et appropriation; et égalité entre les sexes.

Dans l'ensemble, les résultats atteints par les petits projets sont considérables. Le nombre de projets obtenant une note égale ou supérieure à 4¹ en termes d'efficacité et de pertinence a augmenté de 10% (passant de 77% au cours des deux premiers cycles de l'IPAF à 87% au cours du troisième cycle). Un fort impact a également été réalisé en termes de bien-être des communautés autochtones. L'impact a augmenté de 10% (de 77 à 87%) et en termes de réalisations sur le plan des facteurs fondamentaux (de 59 à 74%). La figure 1 présente le détail de ces résultats.

Figure 1
Effets des petits projets

Ce graphique montre le pourcentage de petits projets ayant obtenu une note égale ou supérieure à 4. (Une note égale ou supérieure à 4 correspond à une performance globalement positive.)



1 L'échelle de notation est la suivante: 6 = très satisfaisant, 5 = satisfaisant, 4 = plutôt satisfaisant, 3 = plutôt insuffisant, 2 = insuffisant, et 1 = très insuffisant. Une note égale ou supérieure à 4 correspond à une performance globalement positive.

Performance

L'évaluation de la performance repose sur deux critères subsidiaires. Il s'agit, en premier lieu, de la pertinence, qui détermine dans quelle mesure les résultats des projets sont pertinents du point de vue du but de l'IPAF.

Le second critère subsidiaire est celui de l'efficacité, qui décrit la mesure dans laquelle les objectifs des petits projets ont été atteints. La figure 2 montre que, pour 87% des projets, la performance a été plutôt satisfaisante ou mieux (c'est-à-dire obtenant une note égale ou supérieure à 4), et en augmentation de 10% par rapport aux résultats des premier et du deuxième cycles. Les projets ayant une note égale ou inférieure à 3 se sont montrés moins capables d'atteindre les objectifs attendus par l'exécution d'une gamme appropriée d'activités.

Pertinence

Pour évaluer la pertinence des projets, on a analysé les objectifs de l'IPAF dans quatre domaines:

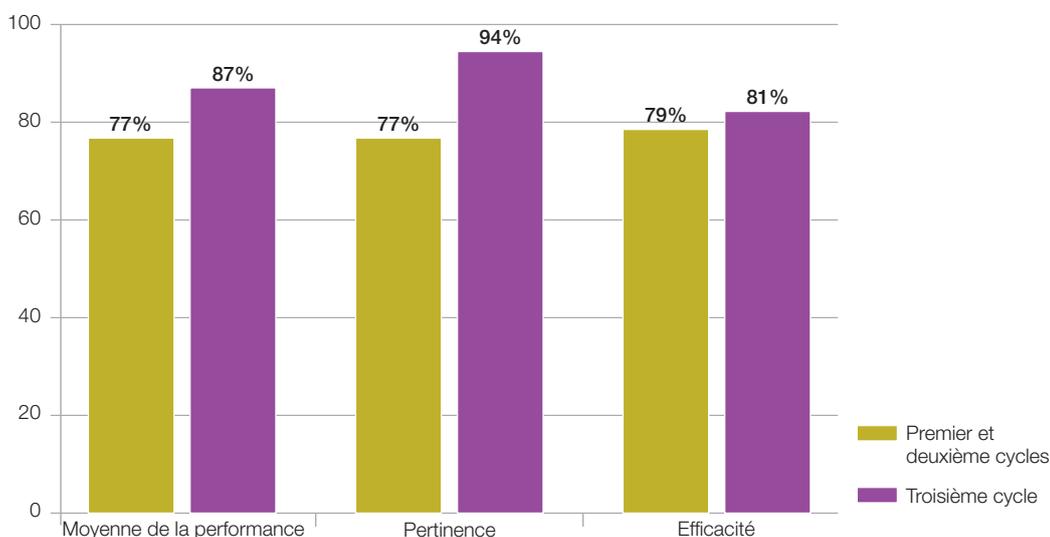
- amélioration des moyens d'existence des communautés autochtones: encouragement à la réhabilitation des techniques agricoles traditionnelles et aux activités économiques culturellement appropriées, comme l'artisanat et l'ethnotourisme;

- renforcement des capacités relatives à la gestion des ressources naturelles: attention spéciale accordée à l'atténuation des effets du changement climatique;
- utilisation des savoirs des peuples autochtones; et
- autonomisation des communautés par le biais de la sensibilisation aux droits des peuples autochtones, du renforcement de leurs compétences en matière de plaidoyer juridique, et de l'intégration de leur participation aux processus d'élaboration des politiques.

L'examen montre que plus de 90% des projets financés par l'IPAF ont été pertinents. S'il est vrai que les projets financés par l'IPAF ont été hautement pertinents sur l'ensemble des trois cycles, l'augmentation (de 7%) du nombre de projets jugés satisfaisants par rapport aux deux premiers cycles de l'IPAF peut être interprétée comme l'un des effets importants de la décentralisation du Mécanisme. Elle résulte aussi de l'impulsion communautaire de la conception, du suivi et de l'évaluation (S&E), et d'une capacité accrue d'affiner la conception des projets et de les adapter au cours de l'exécution grâce à l'appui rapproché assuré par les trois organisations partenaires régionales.

Figure 2
Performance

Ce graphique montre le pourcentage de petits projets ayant obtenu une note égale ou supérieure à 4.



Efficacité

Dans son analyse de l'efficacité, la présente enquête a examiné la capacité des petits projets d'atteindre les objectifs prévus lors de la phase de conception. Les notes ont été calculées en établissant un équilibre entre l'évaluation des produits et des effets, d'une part, et les informations qualitatives contenues dans les rapports de supervision et d'achèvement, d'autre part.

La performance en matière d'efficacité est principalement influencée par les capacités opérationnelles des organisations de base chargées de l'exécution. Il y a là une différence par rapport à la performance en matière de pertinence, laquelle dépend aussi de la mesure dans laquelle les communautés sont associées à la phase de conception. La figure 2 montre que, dans le troisième cycle de l'IPAF, les organisations de base chargées de l'exécution disposaient de capacités opérationnelles supérieures, puisque plus de 80% des projets ont eu une performance au moins plutôt satisfaisante. Sur ce point également, le résultat est à rattacher à la décentralisation du Mécanisme, qui a permis une assistance technique mieux adaptée de la part des trois organisations régionales au cours de la conception et de l'exécution. Le questionnaire d'évaluation soumis aux organisations de base à propos de la qualité de l'assistance et de l'appui apportés par les trois organisations régionales constitue un outil important pour l'étude de ces aspects (voir l'Appendice).

Un quart environ des projets ont atteint seulement une partie de leurs objectifs prévus et ont obtenu une note de 3. Ces projets ont connu des difficultés au cours des phases de conception et d'exécution. Les difficultés ou faiblesses les plus fréquentes ont été:

- l'insuffisance de la création d'actifs physiques, d'infrastructures et d'équipements (par exemple pour les petits projets en rapport avec la production); et
- un appui insuffisant de la part des institutions locales, comme les groupes d'auto-assistance, les coopératives ou les groupes culturels.

Bien-être des peuples autochtones

Pour les communautés de populations autochtones, la qualité de vie dépend autant de la solidité de leurs savoirs traditionnels et de leurs systèmes culturels – qui peuvent affecter leur sécurité alimentaire et leur niveau général de pauvreté – que de l'adéquation des moyens d'existence dont elles sont dotées. C'est pourquoi il est important d'inclure des indicateurs qui évaluent le bien-être de ces populations, c'est-à-dire qui puissent rendre compte des résultats sur la base de leurs attentes quant à la pauvreté et des changements que peuvent apporter les initiatives de développement.

La figure 3 montre que la performance des projets s'est améliorée entre les deux premiers cycles et le troisième: 87% des projets obtiennent la note de 4. Les indicateurs utilisés sont des représentations fiables du bon fonctionnement d'un projet en tant que système homogène: ils mesurent la capacité des plans établis au cours de la phase de conception, et de leurs stratégies d'exécution, de changer concrètement la vie des communautés autochtones. En fait, ils pondèrent les rôles que jouent les différents acteurs dans la réalisation des projets. Étant donné que le principal changement stratégique intervenu dans le système de l'IPAF consiste en l'inclusion de trois organisations régionales dans ses cadres d'administration et de S&E, on peut supposer que ce changement est l'un des facteurs ayant contribué à l'amélioration du bien-être.

Amélioration des moyens d'existence

Au total, 68% des projets se sont concentrés sur l'amélioration des moyens d'existence. Les notes, dans ce domaine, rendent compte de la mesure dans laquelle les projets ont renforcé la sécurité alimentaire des communautés et facilité la création et le renforcement de processus vertueux de production de revenus. Les activités menées dans ce domaine d'impact ont contribué à promouvoir la conservation du sol et de l'eau, améliorer les techniques de production végétale et animale, créer et

appuyer des activités hors exploitation, améliorer l'accès aux marchés, créer des services financiers ruraux, et lancer des processus participatifs dans l'élaboration des politiques et la prise de décisions.

Comme le montre la figure 3, c'est dans ce domaine que l'impact des projets a été le plus fort, puisque 86% obtiennent une note égale ou supérieure à 4 et que pour près de la moitié, soit quatre projets, les notes attribuées sont encore plus élevées (5 et 6). Certains de ces projets sont à l'origine de réels débouchés commerciaux, par la création de réseaux et la mise à disposition d'installations de production; d'autres projets ont mis en place des services financiers ruraux efficaces, en constituant des groupes d'épargne et de crédit. La plupart de ces projets ont intégré l'utilisation des techniques traditionnelles de production rurale.

Autonomisation collective

L'autonomisation collective évalue la mesure dans laquelle les projets ont contribué au renforcement de la capacité des communautés autochtones de gérer leurs relations avec les systèmes juridique et institutionnel de l'État dans lequel elles vivent, sans toutefois modifier leur structure traditionnelle de

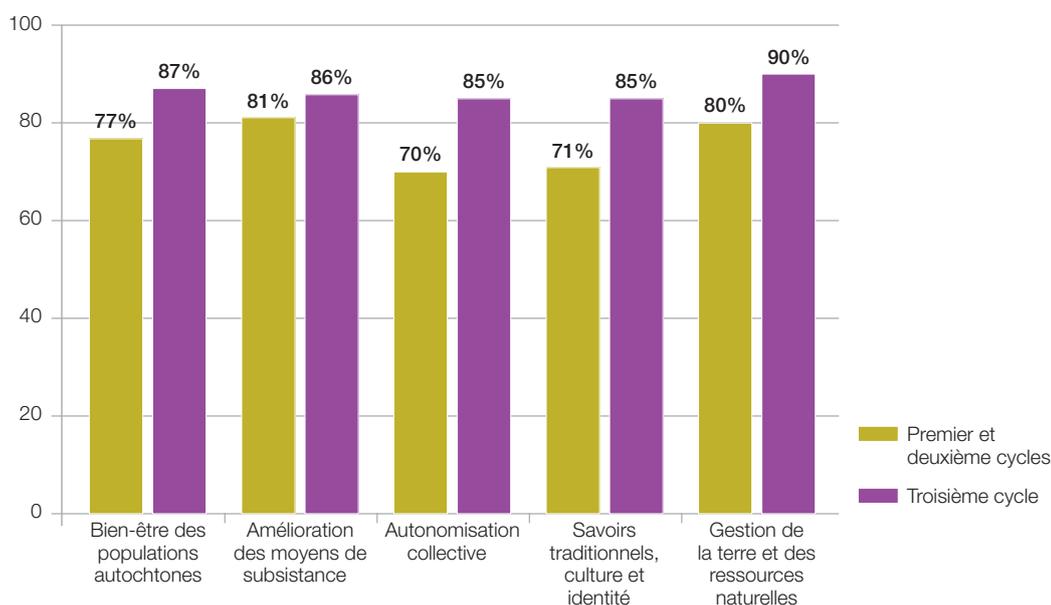
gouvernement. Les facteurs pris en considération dans la mesure de cette capacité sont: a) le degré de sensibilisation acquis par les communautés à propos des droits des peuples autochtones au niveau national et international; b) la présence de services de plaidoyer; et c) la solidité des structures traditionnelles de gouvernement.

Le pourcentage de projets axés sur ce domaine a été de 84%, alors qu'il n'était que de 21% au cours des deux premiers cycles. Cette augmentation du pourcentage s'explique en partie par le fait que tous les projets exécutés en Asie ont adopté comme élément permanent l'approche fondée sur les droits humains (HRBA). Ce résultat a été atteint par l'organisation de formations, de campagnes de sensibilisation et d'initiatives visant à renforcer les institutions locales. En outre, les projets exécutés en Amérique latine ont été axés, en majorité, sur le renforcement de la structure de direction locale et/ou sur l'intégration de la participation à la gestion collective de leurs ressources au sein de leurs communautés.

Pour ce qui concerne les projets axés sur l'autonomisation collective, 85% ont été jugés plutôt satisfaisants ou mieux. Ils ont mis en œuvre des initiatives de renforcement des capacités et des activités de renforcement des

Figure 3
Impact sur le bien-être

Ce graphique montre le pourcentage de petits projets ayant obtenu une note égale ou supérieure à 4 sur les plans de l'amélioration du bien-être d'ensemble des populations autochtones et de leur situation dans quatre domaines d'impact.



institutions, comme moyens de base pour la promotion de l'autonomisation collective. Les projets réalisant les meilleures performances ont créé des systèmes de plaidoyer en formant des animateurs socioculturels spécialisés, et ont obtenu l'inclusion de plans communautaires ou de cadres réglementaires spécifiques dans les politiques à l'échelon local ou à un niveau plus élevé.

Savoir traditionnel, culture et identité

L'identité et les systèmes culturels autochtones reposent sur des interprétations holistiques des relations entre divers éléments des écosystèmes, comme les animaux, les plantes, les êtres humains et les êtres surnaturels et divins. L'impact des projets sur la solidité des savoirs et des systèmes culturels a été analysé par rapport aux trois facteurs suivants: a) efficacité de l'inclusion des techniques traditionnelles dans les processus de production, services communautaires de soins de santé et cadres généraux de gestion des catastrophes naturelles; b) création ou renforcement des institutions locales consacrées au maintien ou à la renaissance des savoirs et des systèmes culturels; et, c) création d'actifs matériels et immatériels.

Quarante-cinq pour cent des projets ont été axés sur ce domaine, et 85% d'entre eux ont obtenu une note de 4. Le pourcentage de projets réalisant une performance élevée est légèrement inférieur à celui observé au cours des deux premiers cycles de l'IPAF, étant donné que les projets du troisième cycle se focalisaient surtout sur l'amélioration des moyens d'existence et l'autonomisation collective.

Les projets ayant obtenu une note de 4 ont réussi à accroître le capital culturel grâce à des initiatives de renforcement des capacités, qui ont servi à renforcer les institutions locales participant aux activités culturelles; à donner aux membres des communautés les moyens d'utiliser et de transmettre les techniques et technologies traditionnelles; et à garantir l'efficacité et la durabilité des actifs physiques créés. De telles initiatives de renforcement des capacités sont en effet indispensables pour doter les membres des communautés des compétences techniques et pratiques dont elles ont besoin pour pouvoir utiliser et maintenir les actifs et les équipements. Les

initiatives individuelles de renforcement des capacités ont souvent été associées à la création ou au renforcement de groupes participant à la préservation et à la redynamisation de la culture et des savoirs traditionnels. Des moyens tels que des centres culturels et des installations de transformation ont été mis à la disposition de ces groupes.

Accès à la terre et gestion des ressources naturelles

Ce domaine évalue la mesure dans laquelle les projets ont contribué à la création d'un accès aux ressources naturelles (la terre et l'eau, par exemple). L'accès est défini comme: a) la possibilité de tirer parti des ressources naturelles en les gérant de la manière la plus efficace et durable possible; et b) la sécurité de jouissance du sol, indispensable pour tirer pleinement parti des ressources naturelles.

Plusieurs facteurs ont été pris en considération pour l'évaluation de la performance des projets: a) amélioration et extension des pratiques de conservation du sol et de l'eau; b) planification, au moins à moyen terme, de la gestion des ressources naturelles et de l'infrastructure, et inclusion, ultérieurement, des plans dans les politiques à l'échelon local ou à un niveau plus élevé; c) amélioration de la topographie locale, y compris en référence à la superficie de terre cartographiée et du degré de précision; d) inclusion du terrain cartographié dans la topographie légale; et e) retour aux toponymes traditionnels.

Trente-deux pour cent des projets ont été axés sur ce domaine, et 90% d'entre eux ont obtenu une note égale ou supérieure à 4. Un projet exécuté en Éthiopie, *Chencha-Guggie Indigenous Tree Species Restoration, Local Climate Change Adaptation and Indigenous Livelihood Enhancement Project (Projet de régénération des essences indigènes, d'adaptation au changement climatique local et d'amélioration des moyens d'existence des populations autochtones dans la région de Chencha-Guggie)*, qui a obtenu une note de 6, a concentré ses activités sur le reboisement et la plantation d'essences autochtones. Des dizaines de milliers d'arbres ont été plantés sur plus de 40 hectares. Les avantages financiers obtenus par les ménages grâce à la collecte, la culture et la transplantation des essences autochtones ont

été investis dans l'acquisition d'animaux domestiques. Le plan de reboisement proprement dit a associé les communautés dans un cercle vertueux de gestion des ressources forestières, et a accru la sensibilisation au changement climatique et au reboisement comme composante majeure de stratégies d'affrontement efficaces.

Facteurs fondamentaux

Les notes relatives aux facteurs fondamentaux résultent des évaluations de l'innovation, de la reproductibilité et la reproduction à plus grande échelle, de la durabilité et l'appropriation, et de l'égalité entre les sexes.

Pour ce qui concerne la performance d'ensemble des facteurs fondamentaux, près de 74% des projets ont obtenu une note égale ou supérieure à 4, ce qui constitue une amélioration de 15% par rapport aux deux premiers cycles (voir figure 4). Étant donné que la conception et l'exécution des projets ont pris la forme de processus impulsés par les communautés, leur performance a été bonne sur le plan de la durabilité; plus une communauté participe à l'ensemble du cycle d'un projet, plus il sera probable que les changements et les avantages qui en découlent seront durables. Pour les facteurs que sont

l'innovation, la reproductibilité et la reproduction à plus grande échelle, les éléments décisifs sont la conception du projet, l'efficacité de son exécution, et les relations instaurées avec d'autres institutions de développement et les pouvoirs publics. La performance des projets en matière d'intégration des questions de parité hommes-femmes et de promotion de la participation des femmes dans l'ensemble du cycle du projet est demeurée faible au cours du troisième cycle.

Innovation, reproductibilité et reproduction à plus grande échelle

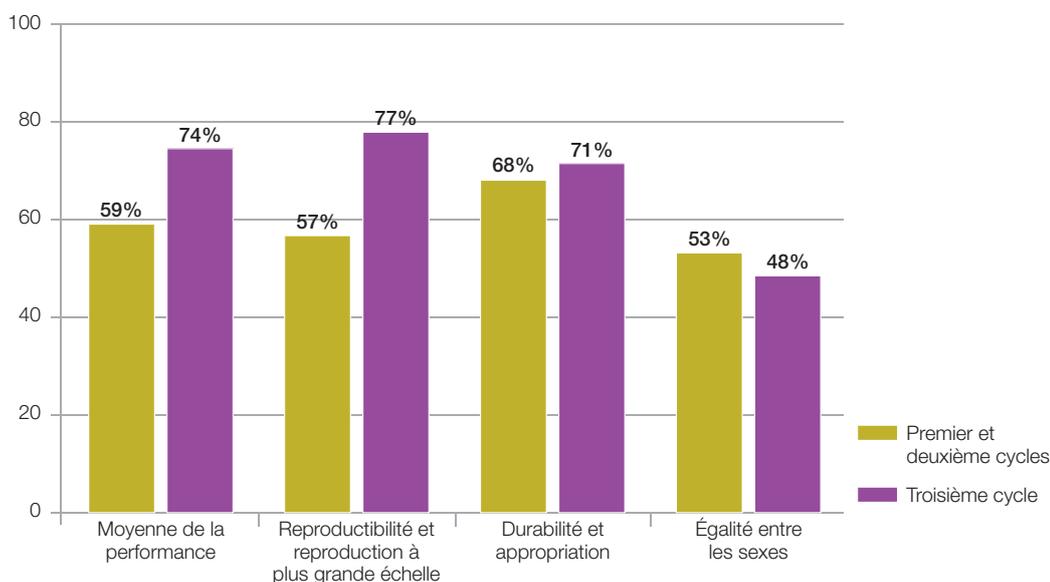
Ce facteur évalue la mesure dans laquelle les projets incluent des innovations (par exemple, de nouvelles approches pour intégrer les savoirs traditionnels dans les méthodes classiques de production) et dans laquelle ils présentent un potentiel de reproduction et sont appropriés à une reproduction à plus grande échelle.

Trois éléments ont été évalués:

- a) introduction d'approches/idées innovantes;
- b) participation d'autres acteurs du développement et des autorités locales aux processus innovants; et c) possibilité d'appliquer les hypothèses, les stratégies, les composantes et les activités au-delà de la

Figure 4
Bien-être – facteurs fondamentaux

Ce graphique montre le pourcentage de petits projets ayant obtenu une note égale ou supérieure à 4.



zone cible. Au total, 77% des projets ont été jugés innovants et appropriés à une reproduction et une application à plus grande échelle. Pour environ 60% des projets, la note obtenue a été égale ou supérieure à 5.

Durabilité et appropriation

Le facteur durabilité et appropriation concerne la mesure dans laquelle les changements et les avantages qui en découlent seront durables à long terme. La durabilité dépend de la capacité des communautés autochtones de gérer et, par la suite, d'élargir les réalisations des projets. Les résultats, dans ce domaine, dépendent de la mesure dans laquelle les communautés croient que les interventions de développement correspondent à leurs besoins et à leurs aspirations.

Les notes ont été attribuées sur la base de quatre critères d'analyse, formulés en retenant comme hypothèse que le degré d'appropriation serait élevé, étant donné que les petits projets de l'IPAF sont conçus et exécutés par les communautés et les organisations demandeuses. Ces critères sont les suivants: a) vulnérabilité du projet à d'éventuels changements économiques ou politiques; b) création et renforcement des institutions communautaires responsables du maintien et de l'élargissement des changements et des avantages qui en découlent; c) mesure dans laquelle les changements et les avantages dépendent d'entrées de fonds constantes et probabilité de stabilisation de ces fonds, le cas échéant; et d) établissement d'un cadre général de collaboration économique et administrative entre les communautés cibles, les organisations d'exécution et les autorités locales au-delà de l'achèvement du projet.

Plus de 70% des petits projets ont obtenu une note égale ou supérieure à 4 grâce au degré élevé d'appropriation, lui-même en relation étroite avec la perspective de durabilité. Cela donne à penser que les quatre critères énumérés ont été réunis, encore qu'à différents niveaux d'efficacité. Environ 45% des projets ont obtenu des notes de 5 et 6, démontrant ainsi un degré élevé de durabilité et d'appropriation.

Cette notation (4, 5, et 6) résulte de la diversité des institutions communautaires directement associées à la gestion et à l'extension des résultats des projets et, dans la plupart des cas, de la création de réseaux avec les organisations d'exécution (et dans quelques cas avec les autorités locales). Les projets ont généré des avantages avec très peu de capital, conformément au faible montant du financement. Dans la plupart des cas, cela s'est traduit par une durabilité financière élevée des actifs générés par les projets.

Égalité entre les sexes

Ce facteur se rapporte à la mesure dans laquelle les projets ont intégré les questions d'égalité entre les sexes et autonomisé les femmes, spécialement en encourageant leur participation à la planification des projets, à la définition de leurs priorités et à leur exécution – en tenant compte de leur réalité culturelle. Deux critères ont servi à évaluer les résultats relatifs à ce facteur: a) la mesure dans laquelle les conceptions des projets prévoyaient des activités spécifiquement axées sur l'autonomisation des femmes; et b) la mesure dans laquelle la participation des femmes a été considérée comme prioritaire au cours de l'exécution des projets, soit par le biais d'activités ciblant exclusivement les femmes, soit en encourageant les femmes à jouer un rôle de premier plan dans le cadre des projets et au-delà.

La performance concernant l'intégration des questions de parité hommes-femmes est plutôt satisfaisante dans l'ensemble (48% des projets obtenant une note égale ou supérieure à 4), et un tiers environ des projets ont obtenu des notes de 5 et 6. Ces projets ont été particulièrement efficaces du point de vue de l'intégration des rôles des femmes au sein des groupes créés et/ou renforcés par les projets, souvent en les encourageant à accepter des fonctions dirigeantes.



© Kivulini Trust/Jacqueline Macharia

Niveau 2: Produits

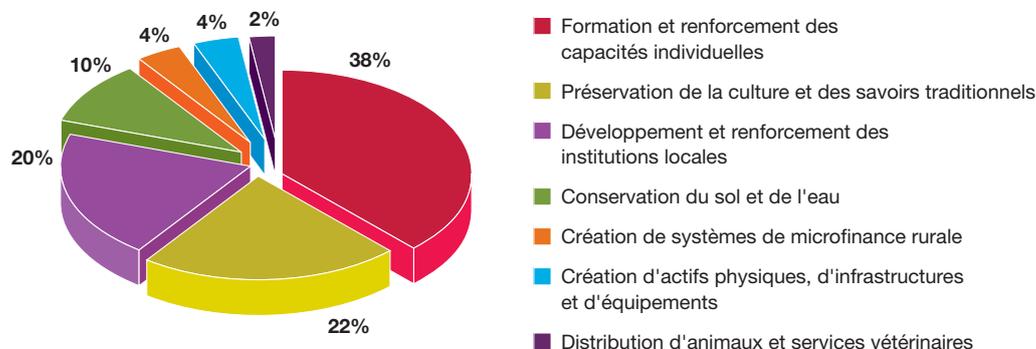
Les produits de la totalité des 31 projets financés dans le cadre du troisième cycle de l'IPAF ont été analysés au moyen des indicateurs de premier niveau du SYGRI. Les produits constituent le niveau de base dans la hiérarchie des résultats des projets, et c'est sur eux qu'est bâtie la concrétisation des effets. Les principales conclusions tirées des résultats au niveau des produits sont résumées dans la vue d'ensemble ci-après.

Vue d'ensemble des produits

Le regroupement des produits des 31 petits projets exécutés au cours du troisième cycle de l'IPAF montre que:

- environ 30 000 personnes ont bénéficié directement des projets; les femmes représentent plus de la moitié des bénéficiaires;
- les activités principales ont été la formation et le renforcement des capacités individuelles, suivies par la préservation et l'application des savoirs et de la culture traditionnels, le développement et le renforcement des capacités des institutions locales, et la création d'actifs physiques, d'infrastructures et d'équipements (voir figure 5);
- plus de 21 100 personnes, dont 35% de femmes, ont reçu une formation. La formation a couvert plusieurs thèmes, parmi lesquels: sécurité de jouissance du sol, gestion des ressources naturelles, stratégies d'adaptation au changement climatique, technologies agricoles, entreprise et gestion, médecine traditionnelle, droits des peuples autochtones, programmation communautaire et alphabétisation;

Figure 5
Répartition des produits des projets, par type



- dans le cadre des activités visant au développement et au renforcement des institutions locales, 327 groupes ont été renforcés et/ou créés (par exemple groupes d'auto-assistance, microentreprises, groupes de commercialisation, groupes de programmation communautaire, groupes de gestion des ressources foncières communes); deux tiers de ces groupes étaient dirigés par des femmes;
- plus de 4 000 personnes ont participé aux groupes, dont plus de 82% de femmes. Ces groupes étaient focalisés sur les thèmes suivants: a) amélioration des moyens d'existence et développement économique; b) obtention d'un accès à la terre et amélioration de la sécurité de jouissance du sol; c) création de systèmes de microfinance rurale; et d) documentation, protection, restauration et application des savoirs et systèmes traditionnels, des langues traditionnelles et des cultes ancestraux.

Les projets ont principalement exécuté des activités visant à améliorer les moyens d'existence et à favoriser le développement économique. L'autonomisation collective et la protection et la restauration des savoirs traditionnels, de la culture et de l'identité

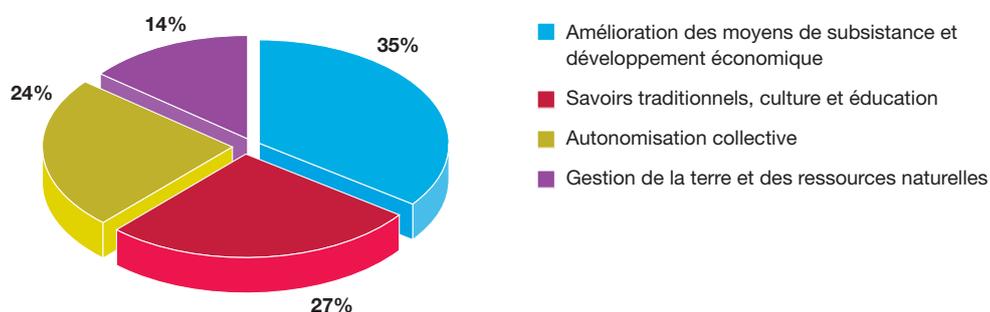
figuraient également parmi les principaux domaines d'action. Un quart environ des activités était axé sur la gestion des ressources naturelles (voir figure 6).

La répartition régionale des activités est plus homogène qu'au cours des deux premiers cycles, encore qu'avec quelques légères différences. Les projets réalisés en Afrique ont été davantage axés sur l'amélioration des moyens d'existence, tandis que les projets exécutés en Asie privilégiaient surtout l'autonomisation collective et les savoirs et l'éducation traditionnels. Les projets conduits en Amérique latine font apparaître une répartition plus équilibrée des activités (voir figure 7).

Amélioration des moyens d'existence et développement économique

Les projets visaient essentiellement à améliorer l'accès aux ressources naturelles – comme l'eau et la terre – et leur gestion, à augmenter la production agricole, et à accroître un accès effectif à la finance rurale. Plus de 7 500 personnes, dont près d'une moitié de femmes, ont reçu une formation dans différents domaines: gestion des ressources naturelles, activités génératrices de revenus, pratiques de production végétale, techniques et technologies de production animale, gestion de l'infrastructure,

Figure 6
Répartition des produits des projets, par impact



transformation post-production et commercialisation, gestion financière, et entreprise et gestion. On compte, parmi les groupes constitués et/ou renforcés, plus de 150 groupes d'épargne et de crédit, 25 groupes de commercialisation et de transformation, 12 groupes de production végétale/animale, et 4 groupes de gestion des ressources naturelles.

Autonomisation collective

Des efforts ont été déployés pour sensibiliser davantage les populations autochtones à leurs droits aux niveaux national et international, et pour renforcer les structures de gouvernance traditionnelles. En particulier, 3 100 personnes (dont 20% de femmes) ont reçu une formation relative aux politiques et aux programmes communautaires, deux domaines fondamentaux pour donner aux communautés autochtones les moyens de faire valoir leurs droits et de lutter contre la dépossession et l'empiètement des terres et des territoires.

Savoirs traditionnels, culture et identité

Plus de 25% des activités des projets ont eu un résultat positif en termes de redynamisation des savoirs traditionnels, de la culture et de l'identité, en progrès par rapport aux 21% des deux premiers cycles de l'IPAF. Plusieurs projets ont revitalisé les systèmes agricoles traditionnels et les techniques artisanales afin

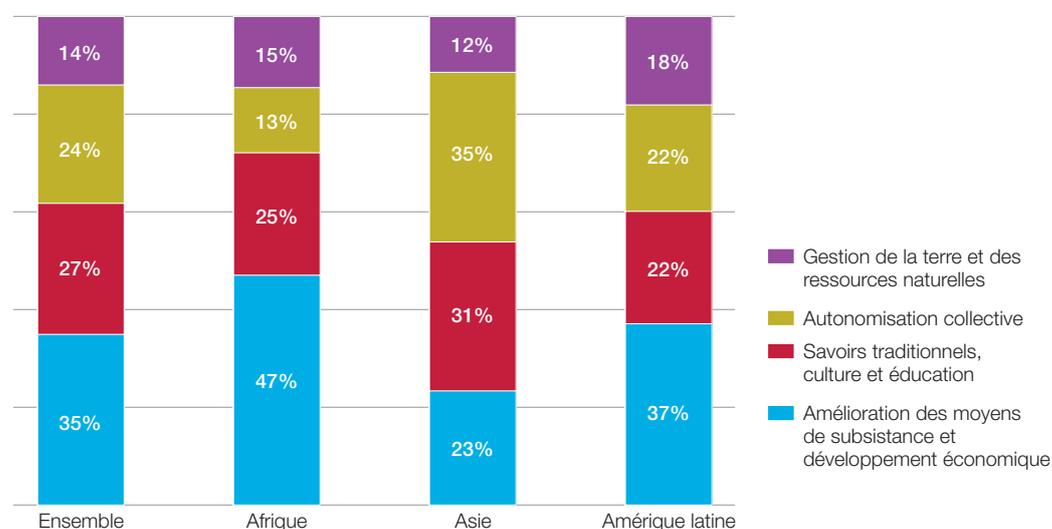
d'aider les populations à améliorer leur état de santé et leurs moyens d'existence. Les activités visant à valoriser l'identité culturelle, et les coutumes et les langues traditionnelles ont également donné des résultats satisfaisants.

Gestion des terres et des ressources naturelles

La focalisation des projets sur la gestion des terres et des ressources naturelles a pris une importance croissante depuis le premier appel à propositions de l'IPAF, en 2006. Au cours du présent cycle, près de 15% des projets, en augmentation par rapport aux 10% des deux premiers cycles de l'IPAF, ont inscrit à leur programme des questions liées à la gestion des terres et de l'eau, principalement sous la forme d'initiatives de renforcement des capacités: plus de 6 300 personnes, dont 45% de femmes, ont été formées sur les thèmes pertinents.

Figure 7

Répartition des produits des projets, par domaine d'impact et par région





© TEBTEBBA

Réussites exemplaires

Des paysans tribaux remettent en culture des paysages dénudés en Inde

(Adapté d'un article écrit par Vidhya Das*)

Dans la partie méridionale de l'État d'Odisha, en Inde, le paysage et les moyens d'existence des producteurs familiaux sont menacés par la construction de grands barrages, par la modification du régime des précipitations et par l'indifférence du gouvernement. Mais les communautés tribales ont décidé de la manière dont elles veulent conserver leurs terres à leur propre avantage. Et elles ont commencé à agir.

L'agriculture, c'est important

L'importance de la *Podu chaso* – c'est ainsi qu'on appelle la culture itinérante dans les régions tribales de l'Odisha – tient à la diversité des cultures qu'elle a contribué à maintenir et celle des pratiques culturelles qu'elle a créées. La rotation des cultures, les cultures associées et autres pratiques agricoles durables font partie du système de savoirs dont ont hérité les paysans *podu*, et ont contribué à modeler le paysage dans lequel ils vivent.

Toute cette réalité, néanmoins, est de plus en plus menacée. L'exploitation commerciale du bois a ravagé de vastes zones forestières utilisées par les communautés tribales, et la nourriture et le combustible que les femmes tribales avaient l'habitude de collecter ont presque totalement disparu. La région continue de souffrir d'un développement déséquilibré, où des routes, des voies ferrées et des barrages sont construits pour attirer les investissements institutionnels aux dépens des terres et des moyens d'existence des

populations tribales. Rien que dans la région de Koraput, plus d'un demi-million de personnes ont été déplacées du fait de la construction de nouveaux réservoirs, et plus de dix mille hectares de forêt ont été détruits.

Alternatives

En Inde, les gouvernements successifs ont adopté, pour lutter contre la pauvreté, la philosophie TINA ("Il n'y a pas d'alternative"), en s'appuyant sur des affirmations selon lesquelles, en dépit des divers programmes et politiques de développement rural, la pauvreté persiste dans les régions tribales. L'unique solution, disent-ils, est celle qui passe par l'injection de capital institutionnel. Toutefois, les projets d'investissement de plusieurs millions de dollars ont conduit au déplacement des communautés tribales et ont seulement réussi à les appauvrir davantage.

S'ajoutant à tout cela, le changement climatique a affecté la pluviométrie, les pratiques culturelles et l'environnement fragile de la région. Le résultat combiné est celui d'une disparition presque totale du système de culture *podu*, menaçant les moyens d'existence des communautés tribales. La faim est désormais courante, et certains paysans sont au bord de la famine. Leurs riches forêts ont disparu. Les luxuriants flancs de collines, où ils avaient l'habitude de pratiquer jusqu'à dix cultures différentes au cours d'une seule campagne, présentent aujourd'hui un sol nu et caillouteux. Mais ils continuent de tenter de préserver leur *podu* avec l'énergie du désespoir sur leur terre dénudée, tentant de ressusciter les souvenirs de ces jours d'abondance, pas si lointains...

Aborder la situation en adoptant une approche holistique, axée sur les populations,

a été considéré comme la seule solution à opposer au TINA. Agramamee, un groupe d'activistes engagés aux côtés des communautés marginalisées et défavorisées dans les districts tribaux de l'Odisha, a entrepris de parler avec les producteurs familiaux. Une série de consultations a démarré, sur la base de leur expérience, avec 25 villages tribaux. Ensemble, ils ont recherché des solutions agroécologiques alternatives durables qui aideraient les communautés tribales à préserver leurs systèmes de culture et à produire suffisamment de nourriture.

Les paysans décident

Dans le panchayat de Chandragiri (district de Rayagada), les paysans ont souligné la nécessité d'aborder leurs problèmes en suivant une approche organisée et pluridirectionnelle pour faire face aux nombreuses menaces qu'ils perçoivent dans leur paysage. Cette approche devait inclure une utilisation contrôlée des terres communales, une meilleure gestion du sol et de l'eau, l'évolution vers une agriculture sédentaire, et la restauration des hautes terres par des plantations et des cultures arboricoles permanentes qui appuieraient les moyens d'existence et apporteraient aussi des revenus monétaires.

La tâche semblait décourageante et constituait un véritable défi pour les paysans tribaux ne disposant que de maigres ressources à part un lopin de terre et leur propre travail. Mais même le plus long des voyages commence avec un simple pas. Le premier pas qu'ils ont choisi d'accomplir a été d'établir un cadre général pour une meilleure gouvernance de leurs ressources, et des règles ont émergé d'un processus de concertation et de débat: contrôler le pâturage en libre parcours du bétail, protéger toutes les forêts, scolariser tous les enfants, assurer le travail collectif pour le développement du village, veiller à ce que chacun dispose d'une fosse à compost, et interdire la consommation d'alcool et de tabac.

D'autres débats, portant sur l'utilisation des terres, ont suivi. Le premier point d'accord concernait l'amélioration des pratiques agricoles et de la fertilité du sol. D'autres plans ont ensuite commencé à apparaître. La communauté a estimé qu'elle avait fait preuve, par le passé, d'un grave manque de prévoyance

en négligeant ses plantations et ses vergers, et en les laissant mourir. Moins de 5% des paysans tribaux avaient pris la peine de maintenir leurs plantations de manguiers et d'anacardiens, mais ils en tiraient des revenus monétaires significatifs alors que les autres se trouvaient en situation de pénurie. Le village a décidé d'agir à trois niveaux. Le premier niveau: gouvernance sur la base des règles décrites ci-dessus. Le deuxième: effort collectif pour la restauration des biens communs – un besoin prioritaire souligné par les femmes. Le troisième: abandonner l'agriculture itinérante et évoluer vers des parcelles permanentes, intensifier l'énergie et les ressources consacrées aux terres cultivées et permettre à d'autres zones de se régénérer.

Planifier les solutions

Le processus était particulièrement difficile sur les hautes terres, raides et pierreuses, sur lesquelles ils avaient décidé de travailler en premier, et dont une grande partie était déjà très dénudée. Les paysans ont toutefois relevé le défi avec courage et conviction. Agramamee est intervenue en appuyant l'érection de clôtures, en fournissant des semences et des jeunes plants d'arbres, des équipements pour les pépinières et d'autres matériels; un appui est également venu d'organisations comme l'IPAF, la Banque nationale pour le développement agricole et la Karl Kubel Stiftung. Une conception d'ensemble a été adoptée pour les terres agricoles, combinant plantations, vergers, cultures pluviales et haies, afin de constituer un système agroécologique intégré appuyant les moyens d'existence de chaque famille d'agriculteurs.

Les femmes de la communauté, toutefois, estimaient qu'il ne suffisait pas de protéger les seules terres privées. Elles ont fait observer que cela ne leur procurerait pas suffisamment de bois de feu et de foin, ce qu'elles considéraient comme tout aussi essentiel que l'agriculture. Il a par conséquent été décidé de mettre les zones communales à l'abri du pâturage, leur permettant ainsi de se régénérer. Les femmes ont pris l'initiative, veillant à ce que leurs terres communes soient correctement clôturées et que le bétail n'y pénètre pas, décidant des types d'arbres à planter, et entreprenant aussi quelques cultures associées annuelles.

Action collective

Dans le village de Kebedi, 35 agricultrices (pratiquement la totalité du village) ont décidé de faire face à leur situation en agissant collectivement. Conscientes de ce que le pâturage en libre parcours provoquait des dommages considérables, les femmes ont constitué un groupe ayant pour but d'améliorer les terres communales, combinant à cet effet haies vives, murets en pierres et clôture sociale pour protéger dix hectares de hautes terres. Elles ont également planté des arbres générateurs de revenus, comme les anacardiens, à côté d'essences produisant du bois de feu, et pratiqué des cultures associées entre les arbres en attendant qu'ils grandissent. Les bénéfices ont été partagés entre les membres de ce groupe.

Chaque paysan a accepté de s'occuper d'un demi hectare de hautes terres et de le mettre en valeur en vue d'une agriculture sédentaire. Les paysans partageant des limites communes ont décidé de clôturer la terre. De bons résultats étaient visibles à peine deux ans plus tard. Les paysans ont aussi adopté, progressivement, les pratiques de culture sans labour, ce qui contribue à réduire l'érosion et améliore la fertilité du sol.

Ces efforts constituent une source d'inspiration pour de nombreux autres villages qui entreprennent des efforts du même ordre. Les paysans ont commencé à clôturer leurs terres et à planter et protéger des arbres, et à pratiquer des cultures saisonnières associées. Ruko Majhi, du village de Kebedi, a expliqué: "J'ai travaillé dur, jour et nuit, pour mettre en place la clôture et protéger les plantes, et maintenant je suis vraiment heureux des résultats. Au cours de la prochaine campagne, je planterai des *kandul* [pois cajou, *Cajanus cajan*] entre les anacardiens." Mais le travail le plus important est celui entrepris par les femmes sur les terres communes, dont de vastes superficies sont bonifiées grâce aux immenses efforts accomplis par les collectifs féminins. Sonamati Majhi, du village de Dandabad, a été très satisfaite des résultats. "Ce programme nous a enseigné que nos propres plantes et cultures sont les meilleures. Nous avons seulement besoin d'un petit appui, et nous pouvons aménager nos terres nous-mêmes."

Conséquence de la pauvreté, ainsi que du manque d'intérêt du gouvernement, la bonification des terres dans les zones collinaires de Koraput était devenue impossible. Mais, avec l'appui d'organisations non gouvernementales (ONG) comme Agramee et d'autres acteurs, on a pu assister à un démarrage réussi, permettant aux paysans de décider eux-mêmes de ce qu'ils voulaient faire. Avec courage et détermination, la population tribale, et spécialement les femmes, a pris l'initiative et relevé le défi pour sauver leur paysage et leurs moyens d'existence. Leurs succès pourraient être imités ailleurs, au profit de nombreux autres paysans.

**Vidhya Das travaille pour Agramee, Kashipur, Odisha, Inde, une ONG qui encourage le développement axé sur les personnes, en le combinant à une approche basée sur les problèmes dans ses programmes de développement socioéconomique.
Courriel: vidhyadas@agramee.org*

Initiative for Living Community Action: comment des vidéos peuvent se transformer en une action contre le changement climatique

*Adapté de l'article en ligne à l'adresse:
http://www.ifad.org/newsletter/pf/21_full.htm*

L'ONG "Initiative for Living Community Action" (ILCA) est une organisation éthiopienne qui a introduit une méthode novatrice pour faire face au problème du changement climatique parmi les communautés rurales: l'utilisation de programmes vidéo participatifs. "Nous avons constaté que les vidéos constituent un bon instrument pour mobiliser les communautés afin d'assurer la mise en œuvre du changement," déclare Darout Gumà, Directeur de l'ILCA à Addis Abeba. "Le programme leur donne la possibilité de faire entendre leur voix partout dans le monde."

L'organisation exécute le projet intitulé Régénération des essences indigènes, adaptation au changement climatique local et amélioration des moyens d'existence. "Nous voulions commencer à travailler dans une

zone où les communautés étaient plus concentrées et où un plus grand nombre de personnes pourraient en bénéficier. C'est pourquoi nous avons choisi Chenchu comme point de départ," a expliqué Darout.

Pour commencer, des formateurs de l'ILCA et d'une société ayant son siège à Oxford, InsightShare, qui fournit des compétences techniques, se sont rendus auprès des communautés et leur ont appris à réaliser des vidéos et à s'enregistrer elles-mêmes. L'un des thèmes proposés pour les vidéos était celui du changement climatique et de la manière dont il affecte les communautés. Ils ont enregistré des personnes parlant des problèmes auxquels elles sont confrontées du fait du changement des régimes climatiques. L'ILCA a ensuite produit des DVD qui ont été projetés devant les communautés et utilisés comme source de discussion. "Les vidéos ont eu un impact positif sur la prise de conscience du changement climatique," a expliqué Darout. "Avant, de nombreux membres des communautés croyaient que le changement climatique était une punition divine pour quelque chose qu'ils avaient fait. Les vidéos les ont aidés à comprendre qu'il s'agissait d'un phénomène mondial. Les problèmes étaient semblables d'une communauté à l'autre: la saison des cultures et les régimes des pluies ont changé, le sol a perdu son humidité et ses éléments nutritifs, et ils ne peuvent plus pratiquer l'agriculture comme ils le faisaient auparavant."

Le programme vidéo a suscité quelques réactions et aidé les communautés à agir de manière délibérée pour faire face au changement climatique. Elles ont commencé à replanter les arbres précédemment abattus pour être utilisés dans la construction et comme bois de feu. "En enregistrant et en voyant leurs propres vidéos, elles ont réalisé que la vie était meilleure lorsque les arbres étaient là. Elles ont compris que, en coupant les arbres, elles avaient contribué à cette perte," a dit Darout.

Les vidéos aident les communautés à trouver elles-mêmes la solution, qui consiste, dans ce cas particulier, à replanter les arbres dont elles savaient qu'ils contribueraient à améliorer l'humidité du sol et à accroître sa fertilité.

Avec le financement qu'elle reçoit, l'ILCA les aide à replanter les arbres et à développer

toutes les activités collatérales: collecter des semences, préparer et développer des pépinières, mettre en place les jeunes plants, mais également prendre soin des arbres et s'en occuper jusqu'à ce qu'ils deviennent solides et sains. "Nous leur accordons aussi une incitation financière, parce que les membres des communautés sont payés pour le travail qu'ils accomplissent," a ajouté Darout.

Les communautés choisissent elles-mêmes les arbres qu'elles souhaitent planter, ce qu'elles font conformément à des modèles d'agroforesterie et avec l'appui des experts du bureau de l'agriculture du district ou de woreda. "Les spécialistes leur ont enseigné où planter les arbres, et à quelle distance," a dit Darout. "Les communautés sont désormais les propriétaires du projet sur leurs propres terres agricoles."

Trois mois après le début du projet, qui s'étendra sur 14 mois, les jeunes plants sont au stade du développement en pépinière, et les communautés seront bientôt en mesure de replanter les arbres. "Il est intéressant de voir qu'un projet qui a démarré par une vidéo participative s'est transformé en un programme d'action et a apporté ce changement," a dit Darout.

Une fois que les arbres auront grandi, ils contribueront au piégeage du carbone, qui pourrait, à son tour, constituer une source supplémentaire de revenus pour les paysans. L'ILCA envisage de reproduire cette idée dans d'autres communautés, en fonction de ses ressources.

[...]

Le projet obtient des résultats plus généraux en termes de contribution à la définition des politiques au niveau du pays. L'ILCA a été incluse dans le cadre général du programme national éthiopien de réduction des émissions issues de la déforestation dans les pays en développement (REDD). Les organismes gouvernementaux utilisent les exemples réussis du projet financé par l'IPAF comme base d'apprentissage pour exécuter et reproduire des initiatives axées sur le reboisement. Le projet a également efficacement permis à l'ILCA de mobiliser des fonds auprès d'autres donateurs, comme la Fondation Inti Raimy, afin de reproduire les résultats à plus grande échelle.

Appendice

Enquête de satisfaction auprès des organisations qui exécutent des projets du troisième cycle de l'IPAF avec l'appui des trois bénéficiaires régionaux

Introduction

En vue d'accroître l'efficacité de l'IPAF et d'autonomiser les organisations des peuples autochtones afin qu'elles participent activement aux processus institutionnels, la direction du Mécanisme a été décentralisée au niveau régional, avec l'appui de trois organisations des peuples autochtones: le *Forum international des femmes autochtones (FIMI)* en Amérique latine et dans les Caraïbes; l'*Organisation de développement intégré des pasteurs de Mainyoto (MPIDO)* en Afrique; et la *Fondation Tebtebba* en Asie. En tant que cogestionnaires de l'IPAF, ces organisations ont pour mission:

- d'appuyer le processus d'examen technique des demandes adressées à l'IPAF;
- de faire parvenir les ressources aux organisations dont la demande est acceptée par le Conseil de l'IPAF;
- d'assurer le suivi et la supervision des projets financés par l'IPAF;
- de renforcer les liens entre les projets de l'IPAF et les programmes de pays du FIDA;
- de documenter et de diffuser les savoirs créés par l'IPAF; et
- d'appuyer la mobilisation des ressources de l'IPAF.

Les projets approuvés au titre de l'IPAF concernent les domaines suivants:

- Gestion des ressources naturelles
- Participation des peuples autochtones et tribaux à la formulation des politiques
- Amélioration des moyens d'existence des femmes autochtones
- Amélioration des moyens d'existence des peuples autochtones grâce à la renaissance des savoirs traditionnels
- Stratégie de préservation, de promotion et de protection de l'héritage linguistique et culturel

- Protection des droits de propriété intellectuelle par l'attribution de brevets (dans les domaines pharmacologique, artistique, etc.)
- Activités appropriées sur le plan culturel et viables sur le plan économique (agriculture, pêche, artisanat, etc.)
- Modèles d'ethnotourisme culturellement appropriés
- Cartographie des territoires et des cultures des peuples autochtones et tribaux
- Recueil de données ventilées sur les populations autochtones et tribales
- Profils par pays des peuples autochtones et tribaux
- Stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets
- Sensibilisation à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Le présent rapport analyse les résultats obtenus à partir d'un questionnaire administré au début de 2014 aux organisations de base qui exécutaient des projets de l'IPAF. L'analyse s'inscrit dans un effort plus général d'évaluation des résultats et des défis liés à la décentralisation de l'IPAF.

Le questionnaire a été administré aux 31 organisations de base en vue de déterminer leur niveau de satisfaction par rapport à la performance des trois bénéficiaires régionaux (voir ci-dessus) sur trois plans: a) plaidoyer international et création de réseaux; b) appui institutionnel; et c) assistance technique. Plus de 70% des organisations ont répondu au questionnaire.

Le questionnaire était divisé en cinq sections: 1) création de réseaux entre les organisations et liaison avec les réseaux internationaux et régionaux; 2) conception des dons; 3) exécution des dons; 4) décaissement des dons; et 5) performance d'ensemble. Chacune des sections comportait des questions ouvertes et des questions à choix multiples, afin de recueillir le plus grand volume d'informations possible.

Création de réseaux et liaison avec les réseaux internationaux et régionaux

Cette section mesure la performance des bénéficiaires régionaux du point de vue de la création, au profit des organisations de base, d'occasions: a) de participer au débat sur les questions autochtones et tribales dans le cadre d'ateliers et de réunions thématiques, à un niveau supérieur au niveau local; et b) de participer à un réseau d'organisations, comme les communautés de pratiques, les groupes de plaidoyer et les forums, abordant les questions autochtones et tribales à un niveau supérieur au niveau local.

Plus de 70% des organisations de base indiquent qu'elles ont été invitées à participer à des ateliers régionaux ou internationaux. Une ventilation par région montre que le partenaire de l'IPAF en Afrique a été le bénéficiaire régional obtenant la meilleure performance dans ce domaine (voir figure A).

La capacité des bénéficiaires régionaux de faire participer les organisations de base aux cadres régionaux et internationaux a été moins évidente, encore qu'effective, puisqu'environ 60% des organisations ayant répondu ont indiqué qu'elles avaient établi des liaisons avec des réseaux régionaux et/ou internationaux (voir figure B).

Figure A

Participation à des ateliers réunissant des organisations et/ou des institutions autochtones aux niveaux national, régional et mondial

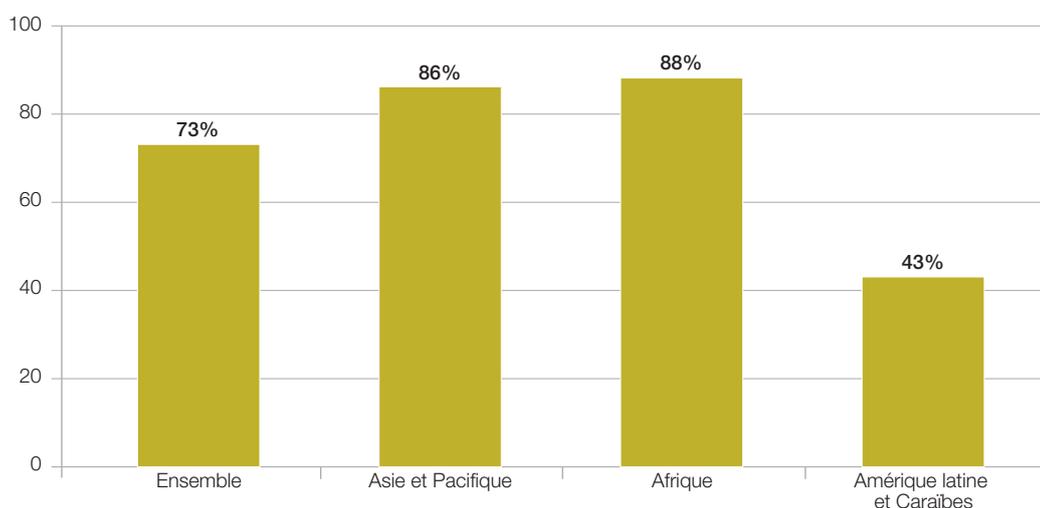
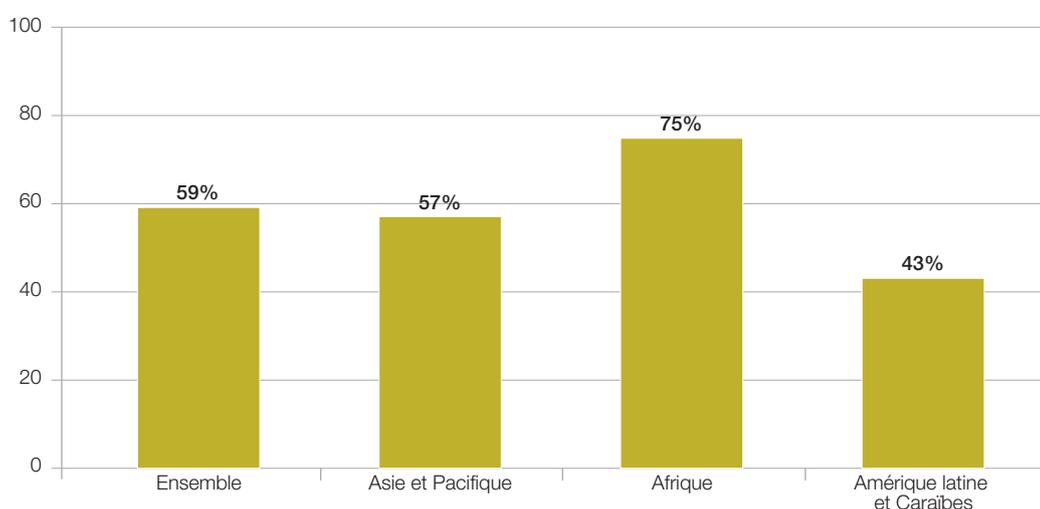


Figure B

Inclusion dans les réseaux, plateformes ou communautés de pratiques sur les problèmes des peuples autochtones aux niveaux national, régional et/ou mondial



La ventilation par région confirme que les organisations africaines sont celles qui ont le plus bénéficié d'une inclusion dans les réseaux régionaux et internationaux.

Octroi de dons: conception

Cette section évalue la satisfaction des organisations de base à l'égard de l'appui reçu tout au long de la phase de conception du projet.

Toutes les organisations ayant répondu affirment qu'elles ont reçu une assistance au cours de la phase de conception.

Les organisations régionales ont aidé les organisations de base à préparer le cadre logique (77%) et à parachever le budget du projet (59%). Un appui leur a également été apporté pour le parachèvement du rapport de conception du projet (56%) et pour la préparation d'une base de référence du projet (36%).

La ventilation par région fait apparaître une répartition équilibrée entre les types d'intervention dans les régions Afrique et Amérique latine et Caraïbes (LAC), où l'action des bénéficiaires régionaux a couvert tous les domaines d'intervention. Dans la région Asie

et Pacifique (APR), les activités sont polarisées sur la préparation du cadre logique et du budget du projet.

Près de 70% des organisations ayant répondu au questionnaire se déclarent satisfaites de l'appui reçu et, au niveau mondial, 9% sont très satisfaites (voir figure D).

Pour ce qui concerne l'appui reçu à la conception du don, 14% des organisations de base de la région APR sont mécontentes et 25% des organisations de base de la région Afrique très mécontentes. Les raisons qu'elles en donnent sont de plusieurs ordres: a) communication difficile avec l'organisation régionale dans les deux régions (APR et Afrique); b) manque de compréhension du projet; et c) non-respect des normes administratives.

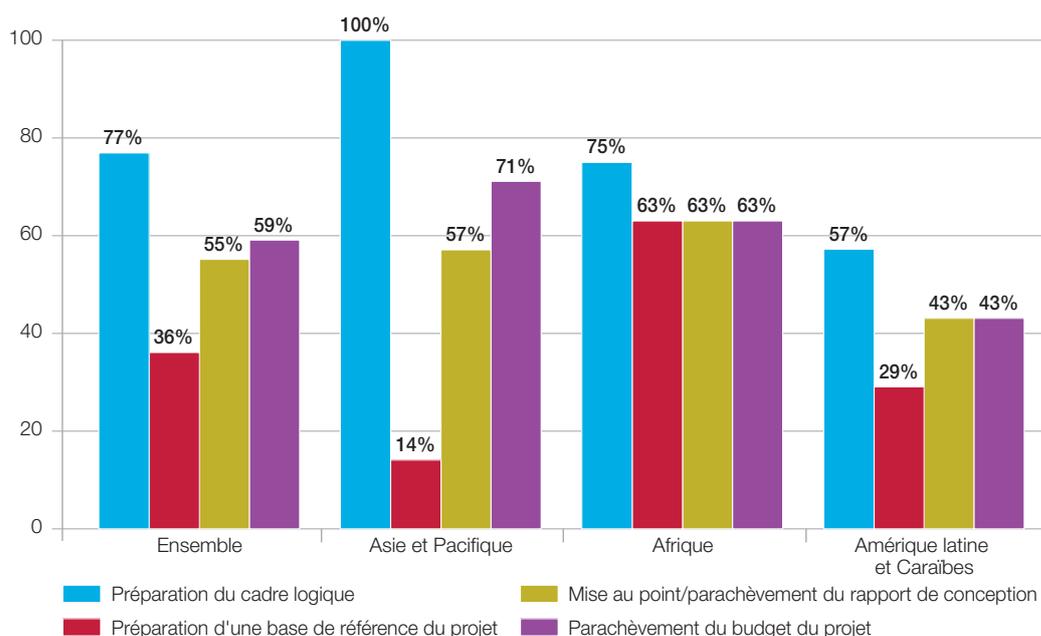
Octroi de dons: exécution

Cette section est axée sur l'exécution des projets et sur la perception des organisations de base quant à l'assistance reçue au cours de cette phase.

Plus de 86% des organisations ayant répondu au questionnaire ont bénéficié d'une assistance au cours de la phase d'exécution.

Figure C

Ventilation des types d'appui dont ont bénéficié les organisations de base tout au long de la phase de conception



La ventilation par région montre que le partenaire régional de l'IPAF dans la région APR a apporté une assistance à la totalité des organisations de base; dans la région LAC, le chiffre correspondant est de 86%; dans la région Afrique, le partenaire a appuyé 75% des organisations de base (voir figure E).

Les organisations de base ont bénéficié, dans 67% des cas, d'un appui efficace au cours de l'exécution du projet. On en trouve d'excellents exemples dans la région LAC, où toutes les organisations de base sont satisfaites et, parmi elles, 14% sont très satisfaites. Dans leurs réponses, les organisations de la région

Figure D
Satisfaction à l'égard de l'appui reçu au cours de la phase de conception

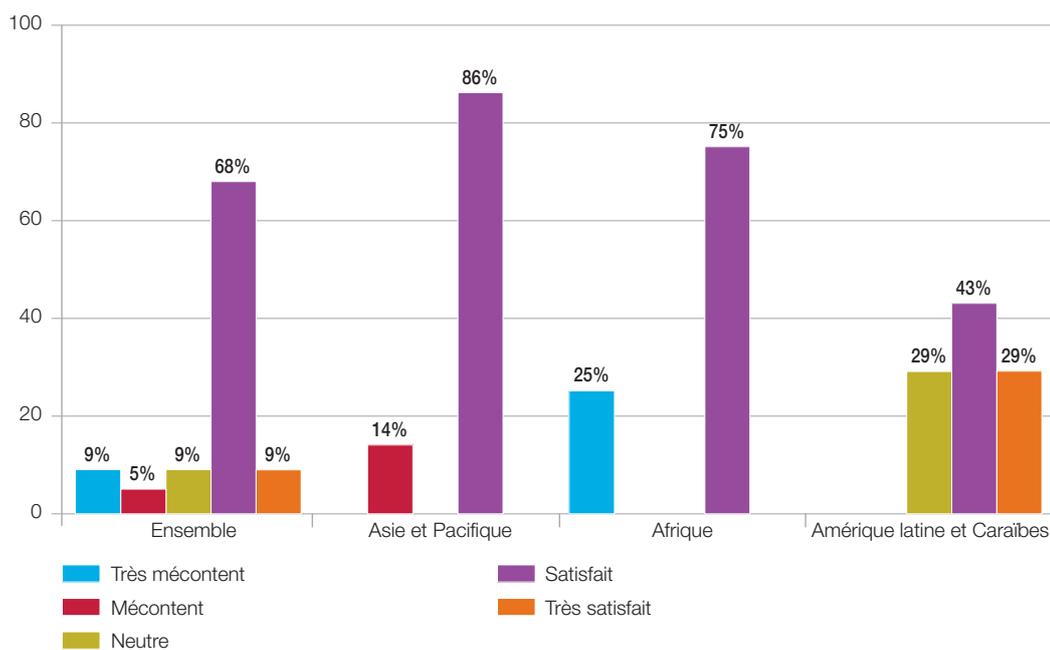
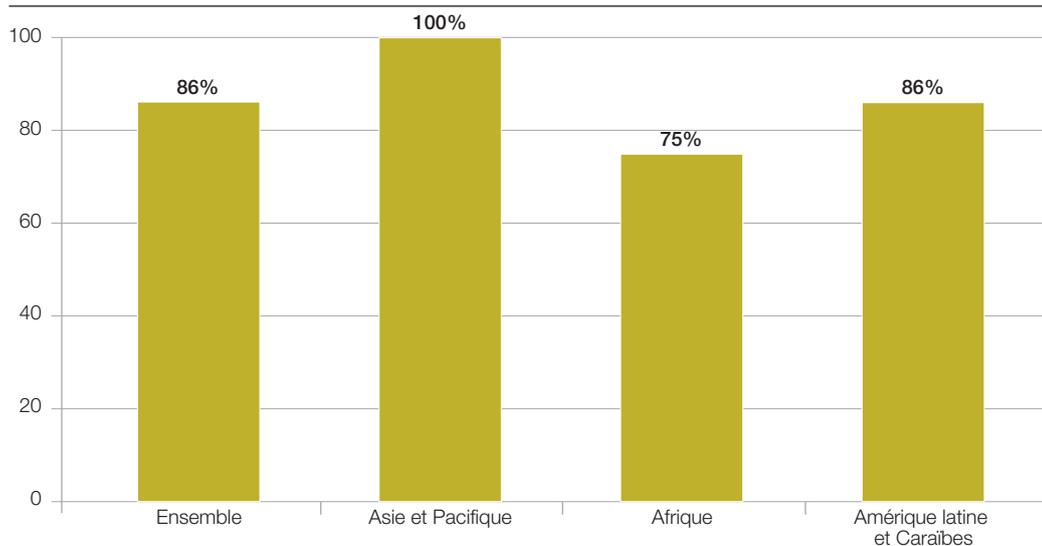


Figure E
Pourcentage d'organisations de base ayant bénéficié d'un appui à l'exécution du projet



ont expliqué leur satisfaction par le fait que l'assistance était capable: a) de s'adapter et de comprendre les problèmes et les besoins; et b) de trouver des solutions adaptées au caractère spécifique du projet et de la communauté autochtone. Tous les cas de mécontentement et de fort mécontentement sont concentrés dans les régions Afrique et APR. Les raisons citées par les organisations ayant répondu peuvent être résumées en deux points: a) manque de communication, se rapportant dans quelques cas, en Afrique, à des difficultés avec les communautés francophones; et b) effectifs insuffisants des équipes techniques au sein des organisations régionales (voir figure F).

L'appui aux organisations de base a concerné principalement la préparation des rapports d'activité et des budgets (73%). Les stratégies de partage des savoirs issus des projets ont également été promues dans 32% des cas.

Les missions indépendantes de supervision, qui constituent des outils importants pour la gestion et l'évaluation de la performance des projets, sont conduites par les partenaires

régionaux de l'IPAF, comme le prévoient les accords de don conclus entre le FIDA et les institutions régionales d'exécution.

On a demandé aux organisations de base si leurs projets avaient été supervisés. Plus de 85% d'entre elles, au total, ont répondu par l'affirmative; le maximum de réponse positives (100%) a été atteint dans la région LAC, où toutes les organisations ont reçu une mission de supervision, tandis que le chiffre le plus faible (71% - Fig. G) était relevé dans la région APR.

Plus de 60% des organisations ayant répondu ont jugé satisfaisante la mission de supervision et affirmé qu'elle avait accru de façon concrète la possibilité, pour le projet, d'obtenir des résultats et un impact positifs sur la vie de la communauté cible.

Au terme de l'enquête de satisfaction quant à l'appui reçu au cours des missions de supervision, il s'avère que le partenaire régional dans la région LAC a été le plus performant (voir figure H), tandis que les missions de supervision en Afrique ont été plus délicates, principalement à cause: a) d'un manque de réceptivité aux besoins et à la

Figure F
Satisfaction à l'égard de l'appui reçu au cours de la phase d'exécution

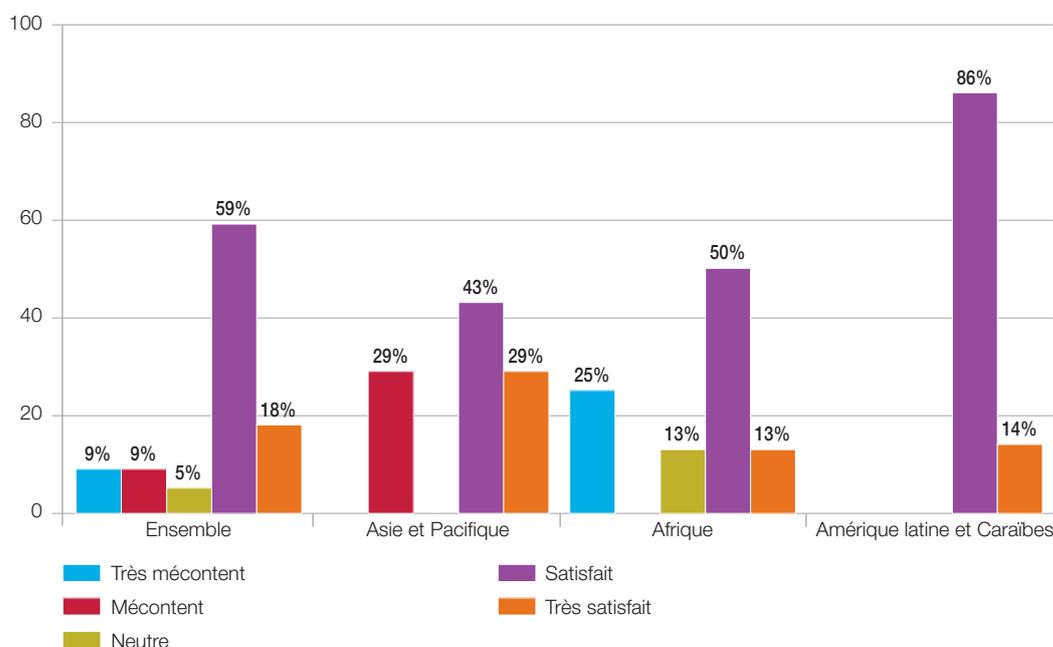


Figure G
Organisations de base ayant reçu des missions de supervision

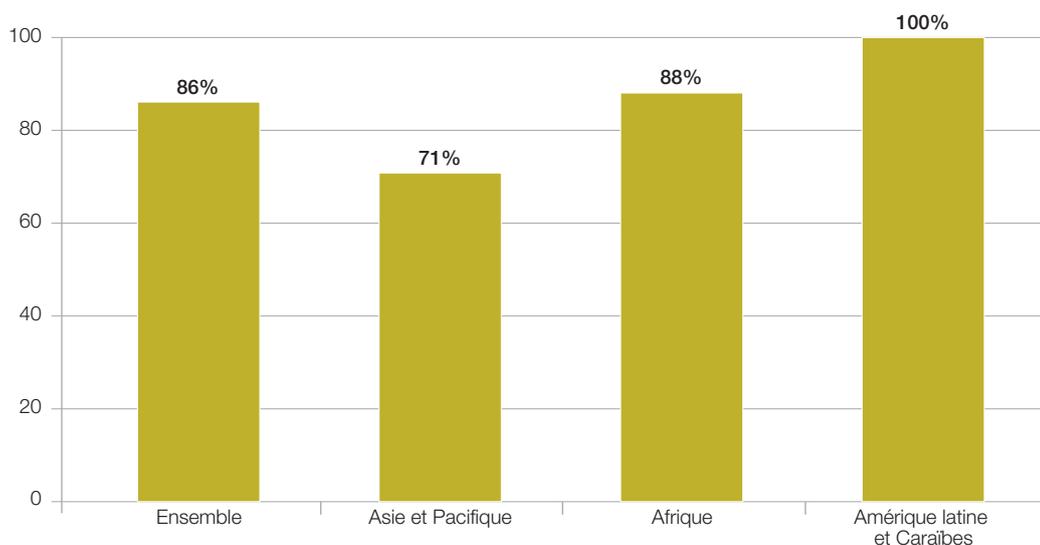
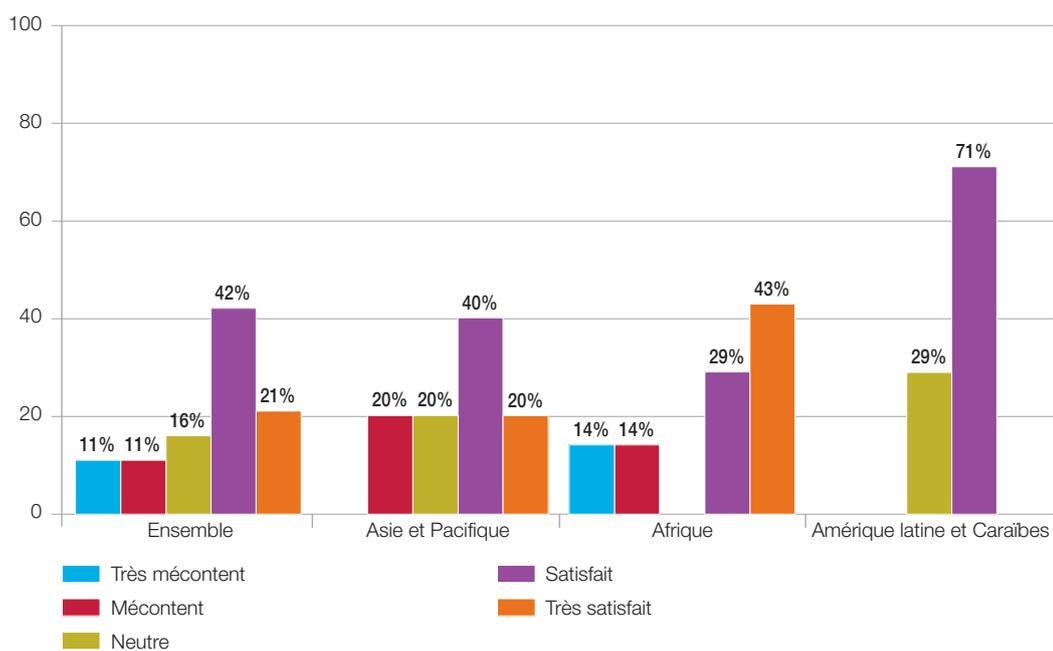


Figure H
Satisfaction quant à la qualité des missions de supervision



demande d'appui de la part des organisations de base; et b) d'une communication inefficace entre le partenaire régional de l'IPAF et les organisations de base.

Octroi de dons: décaissement

La conformité des procédures de décaissement aux normes établies dans les accords de don, qui sont étroitement liées au cadre logistique et aux calendriers des projets, affecte sensiblement les performances d'ensemble des projets. Au cours des précédents cycles de l'IPAF, le décaissement était directement effectué à partir du siège du FIDA, et les dons étaient entièrement décaissés à la signature de l'accord de don. La décentralisation de l'IPAF a amélioré les modalités de décaissement en établissant un lien entre la performance du projet et le décaissement, celui-ci étant effectué en deux ou trois tranches au cours du cycle du projet. Plus de 70% des organisations de base ont estimé que le calendrier de décaissement était conforme à la procédure établie dans l'accord de don. Le pourcentage est plus élevé pour la région APR et moins élevé pour la région Afrique, comme le montre la figure I.

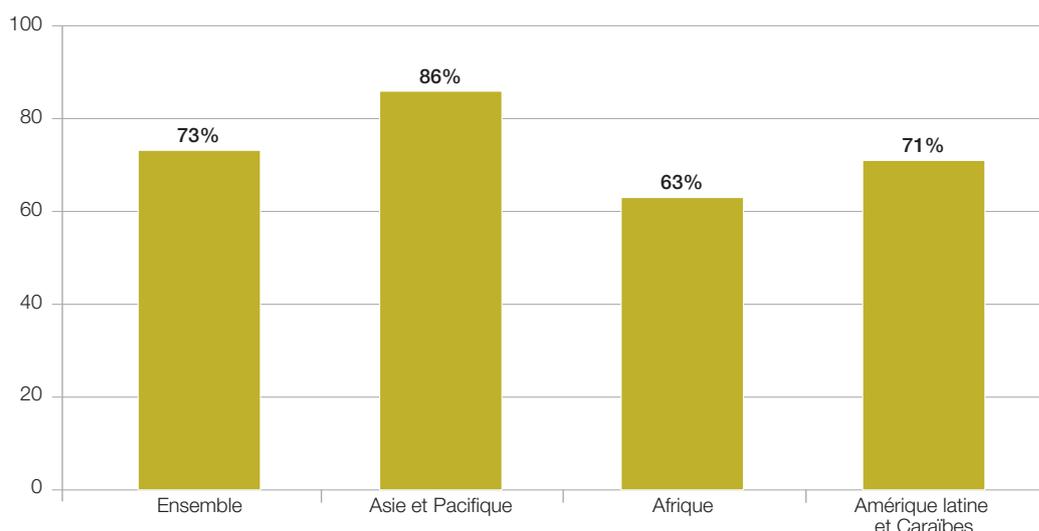
Plus de 70% des organisations ayant répondu sont satisfaites ou très satisfaites. Toutefois, environ 20% sont mécontentes, principalement parce que l'échéancier de décaissement établi dans le calendrier du projet n'a pas été respecté (voir figure J).

La performance des bénéficiaires régionaux pour les régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes (respectivement Tebtebba et FIMI) a été bonne au cours de la phase de décaissement: la figure J montre que 86% des organisations de ces régions ayant répondu au questionnaire sont satisfaites (57%) ou très satisfaites (29%). En Afrique, en revanche, les organisations de base se sont plaintes des retards et du manque d'efficacité de la communication².

Octroi de dons: performance d'ensemble

Cette section du questionnaire avait été conçue pour recueillir des informations sur l'évaluation, par les organisations de base, de la performance d'ensemble des trois partenaires régionaux de l'IPAF en termes d'appui institutionnel, d'assistance technique, et de gestion et d'évaluation des projets.

Figure I
Pourcentage de projets où la phase de décaissement est conforme aux procédures établies dans les accords de don



² L'organisation exécutant le projet "Amélioration du niveau de vie de la communauté Batwa" au Burundi suggère que l'IPAF transfère les fonds en deux tranches égales, toutes deux avant l'achèvement du projet. Le transfert de 10% des fonds après l'achèvement du projet pourrait compromettre la santé financière de l'organisation de base, qui doit avancer les fonds nécessaires à l'exécution.

Figure J
Satisfaction à l'égard des procédures de décaissement

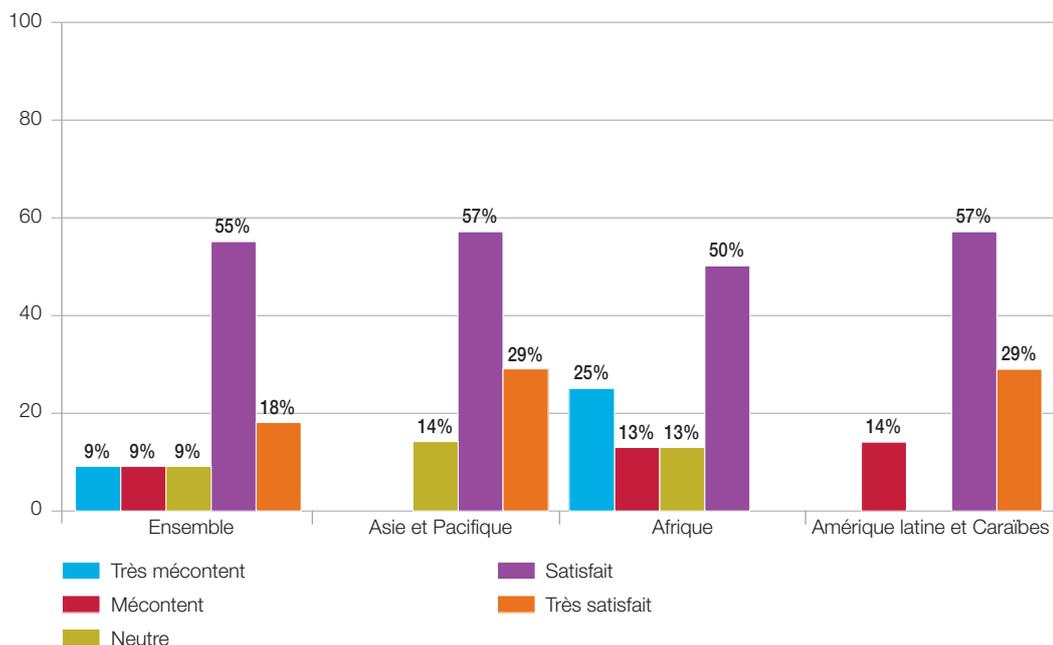
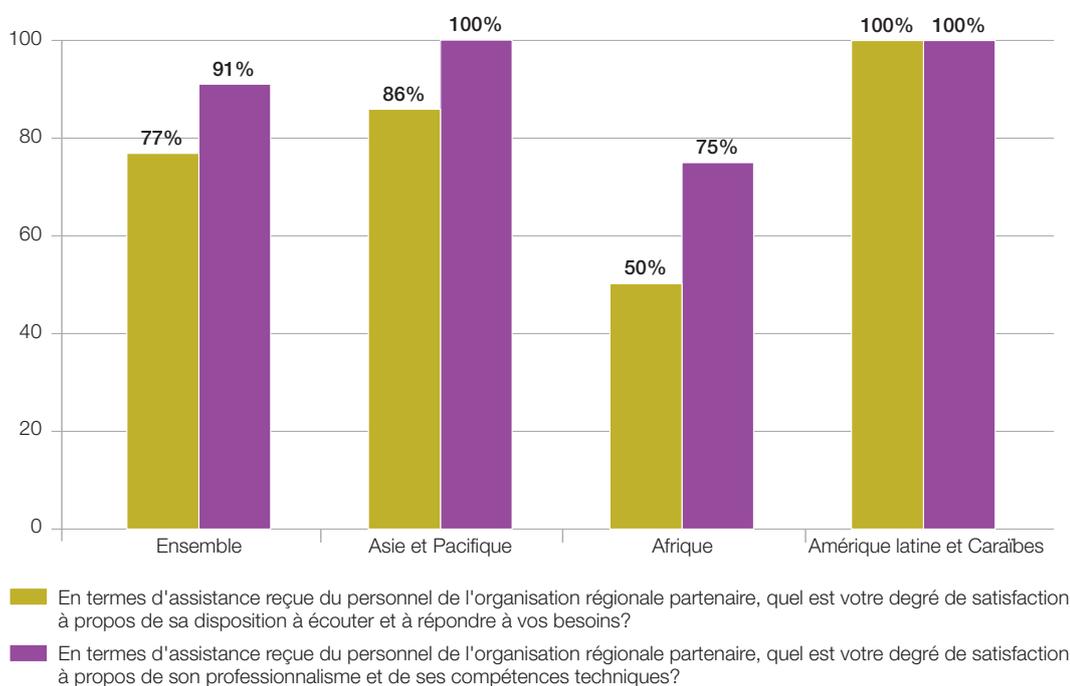


Figure K
Satisfaction à l'égard du type d'appui reçu



Plus de 85% des organisations ayant répondu au questionnaire jugent satisfaisante la capacité des trois partenaires régionaux d'aider les organisations de base.

Les partenaires de l'IPAF dans les régions APR et LAC ont obtenu les meilleurs résultats sur le plan de la performance, puisque toutes les organisations de base ont indiqué avoir reçu un appui efficace. En Afrique, les organisations de base ont fait état d'un moindre niveau de réceptivité et d'un manque de communication efficace, et plus d'un tiers d'entre elles se sont déclarées mécontentes de l'appui du partenaire de l'IPAF.

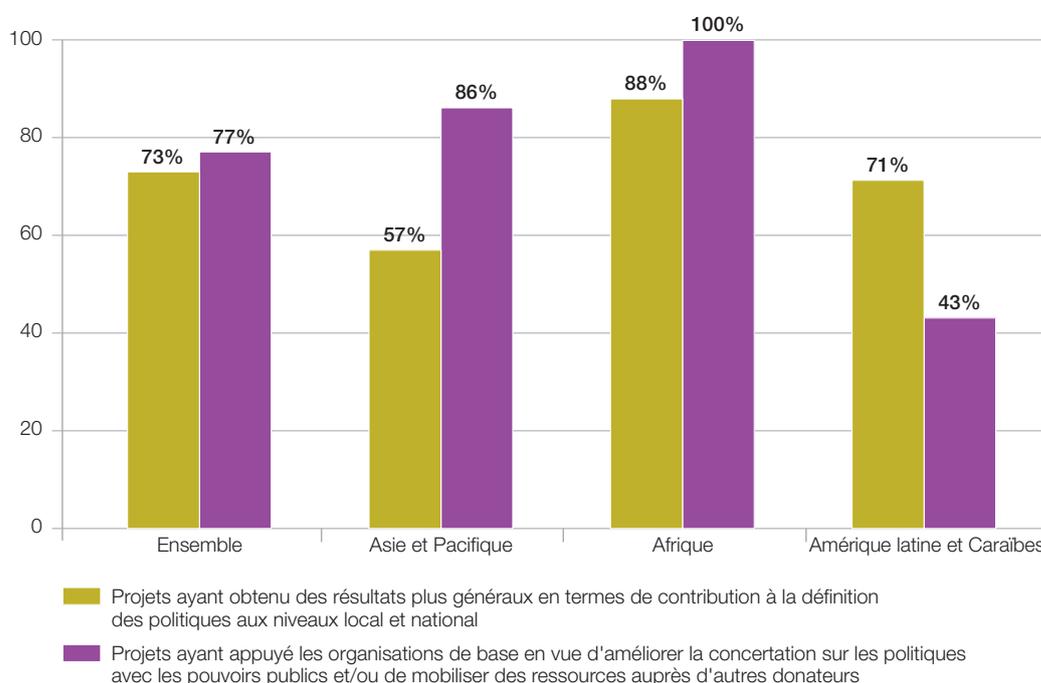
Lorsque le questionnaire se focalise plus étroitement sur l'assistance technique, le pourcentage des organisations se déclarant satisfaites augmente (voir figure K). Cela pourrait signifier que les retards et le manque d'efficacité de la communication, les deux problèmes le plus fréquemment cités, n'ont

pas eu d'incidence sur la perception d'une bonne réceptivité et d'une assistance technique de qualité.

Les tendances observées dans la ventilation par région ne diffèrent pas de la situation d'ensemble, la performance la plus élevée étant celle enregistrée dans la région LAC. La situation est tout à fait différente en Afrique, où le taux de satisfaction est inférieur et où la réceptivité du partenaire de l'IPAF, comprise comme *la disposition à écouter et à répondre*, est définie comme satisfaisante par la moitié des organisations ayant répondu au questionnaire.

Environ 73% des organisations de base indiquent qu'elles ont eu la possibilité d'influencer le processus décisionnel des organismes gouvernementaux aux niveaux local et national, et 77% d'entre elles ont été en mesure de mobiliser des fonds auprès d'autres donateurs (voir figure L)³.

Figure L
Projets ayant obtenu des résultats plus généraux



³ Il existe, en Afrique, des exemples de participation au processus local de prise de décisions et d'inclusion dans les processus nationaux et internationaux. C'est le cas de "Initiative for Living Community Action" (ILCA), une organisation de base éthiopienne à laquelle a été confié le rôle d'exécution du programme REDD en Éthiopie, choix qui est l'un des principaux résultats du *Projet de régénération des essences indigènes, d'adaptation au changement climatique local et d'amélioration des moyens d'existence des populations autochtones dans la région de Chencha-Guggie*, financé par l'IPAF.

Liste des projets financés par l'IPAF en 2011

AMÉRIQUE LATINE et CARAÏBES

Pays	Organisation	Titre du projet
Belize	Sarstoon Temash Institute for Indigenous Management	Strengthening food security, traditional land governance, and forest protection of the Q'eqchi people of southern Belize
Bolivie	Programa de Desarrollo Integral Interdisciplinario	Promoviendo agricultura sostenible y su comercialización en el municipio de Pocoata – Norte de Potosí
Brésil	Associação Indígena Kawaip Kayabi	Semences de l'avenir durable: préservation des espèces sauvages dans la forêt amazonienne
Chili	Comunidad Indígena Llaguipulli	Fortalecimiento organizacional y empresarial de la comunidad mapuche Llaguipulli región Araucanía
Colombie	Organización Nacional Indígena de Colombia	Fortalecimiento de la Justicia indígena con perspectiva de género
Colombie	Asociación kwe's uma kiwe peykajn mjinxisa Fondo Paez	Apoyo a mujeres tejiendo economía y cultura en territorio Nasa - departamento Cauca - Colombia
Guatemala	Asociación de Desarrollo Comunitario	El derecho a la vida y la salud desde la mujeres mayas K'iche's de Chuwila, Ixim Ulew
Mexique	Asamblea Mixe para el Desarrollo Sostenible A.C.	Pueblos mixes contribuyendo a la mitigación del cambio climático y a la sustentabilidad alimentaria, a través de la reforestación
Nicaragua	Gobierno Territorial Indígena Mayangna Sauni As	Proyecto de Saneamiento, Vigilancia y Control del Territorio Indígena Mayangna Sauni As
Nicaragua	Pueblo Indígena de Mozonte	Fortalecimiento de capacidades del Pueblo Indígena de Mozonte para la buena gobernanza local y rescate de la identidad cultural
Pérou	Asociación Comunal Inkawasi Awana	Articulación de las mujeres de la zona alto andina con mujeres de zona costa de la Región Lambayeque como una estrategia de suma de sinergias para el fortalecimiento de capacidades competitivas y el desarrollo sostenible de sus territorios
Suriname	Vereniging van Inheemse Dorpschoofden in Suriname (VIDS: Association of Indigenous Village Leaders in Suriname)	Strengthening the traditional indigenous peoples' authorities of Suriname for the implementation of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples (UNDRIP)

ASIE et PACIFIQUE

Pays	Organisation	Titre du projet
Bangladesh	Adivasi Resource Development Organization	Ethnic minority rights development project (Adivasi Rights Development Project [ARDP])
Inde	Amasangathan/Aragamee	Reclaiming the Commons with Women's Power: Eco-village development in Tribal Odisha
Inde	Bible Hill Youth Club & Hill Tribes Mission Aid of India	Promoting Culture, Human Rights & Socio-economic Opportunities Of The Hmars
République démocratique populaire lao	Community Association for Mobilising Knowledge in Development	Indigenous Families Life Skills Project
Népal	New Resource Mobilization Center	Empowering Tharu by Promoting Cultural Values
Papouasie-Nouvelle-Guinée	The University of Goroka	Cultivation and production of edible and medicinal mushrooms
Îles Salomon	Aoke Langanga Constituency Apex Association (ALCAA)	Mangrove Rehabilitation for Climate Change Adaptation and Mitigation
Philippines	Cordillera Women's Education Action Research Center, Inc.	Enhancing the Practice of Indigenous Knowledge in Support of Socio-economic Survival of Indigenous Women in the Urban Setting
Philippines	HAGIBBAT- (Hanunuo, Alangan, Gubatnon, Iraya, Buhid, Bangon, Tadyawan) - MANGYAN MINDORO	Empowerment of the Mangyan Indigenous Peoples for the Defence, Promotion and Advancement of Indigenous Peoples' Rights and Cultures

AFRIQUE

Pays	Organisation	Titre du projet
Burundi	Association de protection des ressources naturelles pour le bien-être de la population au Burundi	Amélioration du niveau de vie de la communauté batwa (peuples autochtones) de la commune Busoni
Cameroun	Mbororo Social and Cultural Development Association	Empowering the indigenous Mbororo - Fulani pastoralists of north west Cameroon to participate in the formulation, implementation, monitoring, and evaluation of public policies and decisions
Cameroun	Alternatives durables pour le développement	Accompagnement des peuples autochtones bakas sur les techniques d'agriculture durable et la transformation des produits agricoles et produits forestiers non ligneux
République centrafricaine	Maison de l'enfant et de la femme Pygmées	Production et commercialisation du Gnetum spp par les communautés Pygmées (PCGCP)
R.D. Congo	Programme d'Intégration et de développement du Peuple Pygmée au Kivu	Valorisation des territoires/terres traditionnels des autochtones Pygmées par la foresterie communautaire à Walikale
Éthiopie	Initiative for Living Community Action	Chencha-Guggie Indigenous Tree Species Restoration, Local Climate Change Adaptation and Indigenous Livelihood Enhancement Project
Kenya	Kivulini Trust	The Gabbra camel herders of northern Kenya
Afrique du Sud	African Safari Lodge Foundation	Khomani San Technical Advice
Tanzanie	Parakuiyo Pastoralists Indigenous Community Development Organisation	Pastoralists Re-herding projet
Ouganda	Multi Community Based Development Initiative	Enhancing Food and Income Security for the Vulnerable households in Abim District



Fonds international de développement agricole

Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie

Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463

Courriel: ifad@ifad.org

www.ifad.org

www.ruralpovertyportal.org

 ifad-un.blogspot.com

 [instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)

 www.facebook.com/ifad

 www.twitter.com/ifadnews

 www.youtube.com/user/ifadTV

